Université Paris Nanterre
UFR SPSE
Sciences de l'Education

Master 1 parcours C.I.T.S - 2018/2019
Cadres d'Intervention en Terrains Sensibles

MONOGRAPHIE

Rédigée par Madani DAYAK
Sous la direction de Fanny SALANE

Entre GROUPES DE JEUNES PRESENTS LE SOIR DANS LES QUARTIERS et TRAVAILLEURS DE JEUNESSE

Comment la Médiation Nomade encourage des dynamiques de prévention nocturne

Réalisation : Avril 2019
Illustrations : Madani Dayak

Remerciements

A madame Virginie Astruc, du Service de la Formation Continue de l'Université de Nanterre Paris X. Merci pour cet accueil si chaleureux, si encourageant et si professionnel…

A madame Fanny Salane et à monsieur Brito, professeurs responsables du Master 1 CITS. Merci pour votre implication, vos efforts et votre confiance accordée à mes quelques « audacieuses » initiatives…

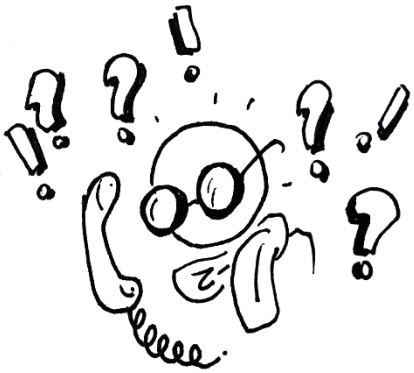
A Ali, Amadou, Birama, Mohamed. Merci pour ces nombreuses méditations autour des bienfaits de cette année universitaire. Mais également à tous mes autres camarades de promotion. Merci d'avoir participé activement à cet enrichissement collectif, tant sur le plan intellectuel qu'émotionnel…

A Yazid et Lakdar Kherfi, responsables de l'association Médiation Nomade ainsi qu'à Mahmoud Bourassi. Merci de m'avoir accueilli avec tant de courage au sein de votre structure, dans ce contexte où toute personne ayant la même apparence que moi (l'extrémiste fondamentaliste islamiste intégriste salafiste) est souvent mal perçue, notamment dans les milieux professionnels. Encore merci d'avoir bravé tous les préjugés et d'avoir pris ce risque d'affronter les limites de l'intelligence humaine, pour me mettre au premier plan dans le fonctionnement de votre association. Merci également de m'avoir accordé autant de sympathie, de confiance et de crédit pour faire de ce stage une expérience si épanouissante… A Isabelle, irréductible bénévole de cette association. Merci pour cette animation dynamique et militante sur chaque soirée …

Aux nombreux habitants, jeunes et moins jeunes, acteurs de terrain, professionnels et bénévoles, rencontrés durant ces fraîches nuits du 9-3. Merci pour votre implication et votre ouverture d'esprit, si représentatives de cette énergie et de cette mixité culturelle qui font le charme de votre département. Vous êtes le cœur de cette recherche…

A ma chère mère. Merci pour le travail de relectures et de corrections. Merci en réalité pour ces 40 années d'affection, d'entretien, d'éducation, de soutiens, d'encouragements et j'en passe… Merci. Merci. Merci…

Enfin à ma femme exceptionnelle. Merci pour la patience, la compréhension et le soutien, tout au long de cette année où la vie de famille a littéralement été envahie par cette formation...



Mercredi 26 septembre 2018

« Mairie de [redacted] bonjour. »
« Oui bonjour Madame. Je suis un étudiant inscrit à l'Université de Nanterre Paris X, en Master 1 sciences de l'Education. Dans le cadre de ma formation, je dois rédiger un mémoire qui s'intéresse à la question des jeunes de quartiers populaires, exposés à la délinquance. J'aimerais faire un stage pratique sur le quartier [redacted], dans une structure qui prend en charge ces publics. Pourriez-vous me mettre en relation avec un interlocuteur susceptible de m'orienter ? »
« Veuillez patienter, je me renseigne. »
(Musique d'attente)
« Oui, allo ? » « Oui ? »
« Il faudrait appeler la Mairie annexe, située dans le quartier. »
« Je vous remercie Madame. Au revoir. »

La mairie annexe du quartier :
« On ne s'occupe pas de ça ici, il faudrait rappeler en Mairie. »
« Je viens de les avoir. Ils m'ont orienté vers vous. »
« Essayez donc le centre social. »

Le Centre social :
« On n'accueille pas ces publics. Appelez l'Espace Jeunes. »

L'Espace Jeunes :
« On accueille que les 11-17 ans. Pour les 18-20 ans, on ne reçoit que ceux qui viennent dans le cadre de projets. On n'a pas trop ces publics-là qui fréquentent la structure. Il faut plutôt voir avec le club de prévention [redacted]. »

Le Club de prévention :
« En ce moment ça sera impossible. On a déjà 3 stagiaires et seulement 8 éducateurs pour tout le quartier. Ça sera difficile de vous accueillir. Contactez le service médiation de la ville. »

De nouveau la mairie :
« Pour la médiation nous n'avons pas de service dédié. Nous travaillons avec l'association [redacted]
Je vous passe cependant le service [redacted]. »

Le service [redacted] :
« Voici les coordonnées de l'agent de développement local du quartier. Voyez avec elle. »

L'agent de développement local :
« Envoyez-moi une lettre de motivation et votre CV, je vais voir si je peux trouver vers qui vous orienter. Je vous recontacte dès que possible. »

Après ce va-et-vient assez étonnant entre divers professionnels, dont aucun ne semble être au courant de qui accompagne les jeunes de ce quartier (très) sensible, je décide d'aller directement sur le terrain pour comprendre comment ce public est pris en charge.

L'Espace Jeunes :
« Tout le monde s'est cassé les dents sur ces groupes. Personne ne veut vraiment s'en occuper. »

Un des jeunes :
« Non, y a rien. Des fois on va à la salle (NB : Régie de quartier) en bas, quand on veut du travail. »

Je souhaitais vivement effectuer mon stage pratique dans ce quartier, assez difficile, très intéressant d'un point de vue sociologique et situé non loin de mon domicile.

Leur retour ne se fera que tardivement et sans structure identifiée. J'ai rencontré Yazid Kherfi entre temps. Mon stage se fera au sein de l'association Médiation Nomade.

Ces premiers échanges avec différents interlocuteurs ont suscité en moi, d'entrée de jeu, les interrogations suivantes concernant le public que j'avais ciblé pour ma recherche.

Comment se fait-il que personne ne puisse m'indiquer qui accompagne ce public ?
Qui travaille avec eux de manière institutionnalisée ?
Quel est le problème ?
Comment intervenir en leur direction ?

« Voici plus de dix ans, que je me suis laissé prendre par le charme toujours malsain, toujours équivoque de cette Banlieue, de ces Outre-fortifs aux paysages de tuyaux d'usine, de villas criardes, de maisons de plâtras et d'arbres empouacrés, rabougris, comme rongés de chlorose, tout cela miroité çà et là, à Asnières, à Billancourt ou à Joinville, dans de l'eau verte, vaseuse, ammoniacale. Oh ! ces décors, aimés et exécrés à la fois, dont l'emprise a été sur moi si forte que je leur dois d'avoir gaspillé bien des heures de jour et de nuit... Ce sont les sensations cueillies dans cette Banlieue de lèpre et de roses que j'ai essayé de rendre ici en vers argotiques... »

Delphi Fabrice, 1877-1937

Sommaire

Remerciements ***3***

Avant-propos ***5***

Cheminements **8**

1/ Destinations **15**

1.1 Le « 9-3 », 3 villes et 5 quartiers ***15***

1.1.1 La Seine-Saint-Denis ; son histoire, ses quartiers prioritaires 16

1.1.2 Au cœur d'une Politique de la Ville sans cesse en mouvement 24

1.1.3 Stains, le Clos Saint-Lazare et le Moulin-neuf 31

1.1.4 Aubervilliers, la Villette – Quatre Chemins et la Maladrerie 34

1.1.5 Aulnay-Sous-Bois, la cité de l'Europe 37

1.2 Des médiateurs itinérants ***39***

1.2.1 Le cadre associatif 39

1.2.2 La prévention de la délinquance 40

1.2.3 La promotion du lien social 41

1.2.4 L'association Médiation Nomade ; trajets, directions et rencontres 42

1.3 Les « nuits du 93 » ***43***

1.3.1 Une idée lumineuse 43

1.3.2 Des zones d'ombre 44

1.3.3 Un projet au grand jour 44

2/ Feuilles de route **45**

2.1 Ce que nous indiquent les écrits ***45***

2.1.1 Une lecture des Terrains Sensibles 45

2.1.2 Regards sur des comportements humains 46

2.2 Le sens de l'orientation ***49***

2.2.1 Comment aborder ce contexte dans une démarche scientifique ? 49

2.2.2 Comment mieux cibler mes objectifs de recherche ? 50

3/ Rues du « 9-3 » **51**

3.1 Mon parcours ***51***

3.1.1 Top départ 51

3.1.2 Le périple 52

3.1.4 Laisser des traces 54

3.2 Ma sacoche à outils ***55***

3.2.1 Un observateur social 55

3.2.2 Entre échanges et entretiens 55

3.2.3 Des réunions enrichissantes 56

3.3 Souvenirs de voyage ***57***

3.3.1 Terres et peuples 57

3.3.2 Adultes d'un soir 61

4/ Quels liens entre les cartes et les images ? **65**

5/ Que retenir de ce périple ? **69**

Bibliographie ***70***

Glossaire ***72***

Au bout du couloir

Cette monographie a pour ambition d'engager une réflexion autour des groupes de jeunes qui fréquentent l'espace public, en soirées, dans les quartiers populaires. Il s'agit d'un public dont certains comportements et actes posés peuvent interpeller le monde qui les entoure. Partie intégrante de la vie des quartiers, ils sont souvent le sujet de bon nombre de discussions, rarement complimentés pour leurs vertus et bien souvent pointés du doigt pour leurs dérives. Du discours politique à celui des enfants du quartier, en passant par les journalistes et quelques voisins qui se croisent, ce qu'ont fait les jeunes hier ou la semaine dernière alimente les échanges et peut interpeller les consciences. Il faut le dire, ils mettent de l'ambiance. Ils font parler d'eux. Force est de constater que ce public peut mettre mal à l'aise, voire en difficulté, la société qui l'entoure.

Aller à leur rencontre dans ces moments, ces nuits où ils sont seuls entre eux, pour interroger leurs réalités, vivre un instant ensemble et mieux les comprendre. Voici un des premiers objectifs de cette recherche. Il s'agira également d'observer la façon dont les acteurs institutionnels, en charge de cette jeunesse, interviennent (ou pas) en leur direction.

Sur le plan professionnel, la compilation d'informations théoriques et empiriques, issues de mes travaux de recherche, pourrait permettre aux acteurs de terrain de mieux cerner ce public, ce phénomène social. Une approche descriptive et analytique des situations pourra inspirer de nouvelles formes d'accompagnement et constituer également un support de formation dans sa forme finale.

Sur le plan social, mieux comprendre ces phénomènes permettra de « dé diaboliser » le public ciblé et de relativiser par rapport à un discours « alarmiste » sur la question de l'insécurité. Il s'agit aussi de défaire l'image d'une « délinquance omniprésente » dans l'inconscient général lorsque l'on parle de ces jeunes. Sans pour autant, bien sûr, fermer les yeux sur une réalité de pratiques illégales qui favorisent l'émergence de ce sentiment d'insécurité dans les quartiers populaires.

En formalisant les réalités d'un territoire « étranger », méconnu, et qui diffère de nos représentations d'une société idéalisée, cet écrit pourra servir de passerelle entre des mondes qui ne se croisent pas. La connaissance de l'autre est ce premier pas essentiel pour parvenir au « vivre ensemble ».

Dans un contexte international, où les orientations électorales de types nationalistes et populistes se décuplent, les questions de délinquance et de sécurité tiennent une place prépondérante dans les discours politiques, relayés par des médias assez influents. La violence visible est majoritairement le fait d'individus issus des milieux pauvres, majoritairement composés de personnes aux origines « colorées », majoritairement issus de contrées « exotiques » assez éloignées. Apporter des explications sociales plutôt que raciales sur l'insécurité en France peut renforcer un argumentaire pour mieux répondre à des discours plus ou moins racistes.

Il est question aussi, par le biais de cette étude, de contribuer à professionnaliser les acteurs soucieux d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers populaires. Une meilleure technicité des professionnels peut participer à promouvoir l'émancipation des populations qui y vivent. Une population plus alertée sur les enjeux de société liés à ses conditions de vie pourra plus facilement renverser ou contredire certains discours ou croyances discriminants.

La prévention de la délinquance restant au centre des dispositifs concernés par l'objet de cette recherche, son objectif est donc de participer à réduire le nombre de comportements qui alimentent ce « discours sécuritaire raciste ». Moins de délinquance dans les quartiers populaires, moins d'arguments pour les discours identitaires.

La rencontre de l'autre, cadre principal de cette recherche, a été l'occasion d'échanger avec des personnes d'horizons différents. Se confronter avec une personne qui vit différemment peut sensibiliser les consciences et remettre en question certaines habitudes que l'on répète machinalement. C'est un moyen en quelque sorte d'interpeller jeunes et moins jeunes par rapport aux enjeux de vie et de société dont il est question, d'aller ensemble vers une conscientisation des problématiques rencontrées.

La finalité de cette enquête est de proposer un outil supplémentaire pour mieux comprendre la jeunesse des quartiers populaires. Mieux comprendre leurs difficultés pour mieux les prendre en compte dans notre approche de ces publics.

L'exploitation des ressources produites par des chercheurs en sciences humaines et sociales, mises en relation avec les réalités observées sur le terrain permettra de comparer les données. Tout ce travail de confrontation du théorique au pratique est aussi une forme d'évaluation. Le savoir questionne le terrain et ce dernier lui répond par une conformité, un décalage ou un rejet des affirmations. Cet échange continu entre la science et sa mise en pratique est le vecteur qui permet de promouvoir la combinaison indispensable des deux. Ceci afin que le sens et l'efficacité se réunissent pour garantir une qualité des approches, une qualité des interventions à visée sociale. La bonne action est celle qui est fondée sur un savoir pertinent et utile. Le savoir pertinent et utile est celui qui entraine une bonne action. Ce cercle vertueux est une des conséquences de cette combinaison.

Ma participation à la dynamique de recherche sur cette thématique est une occasion d'y ajouter un regard nouveau. Les constats de celui qui arrive avec un œil extérieur peuvent apporter une certaine touche d'originalité. Chaque individu qui s'exprime contribue à élargir le champ des visions développées.

Situé entre le citoyen lambda, dont le faible niveau scolaire peut limiter ses capacités de participation dans la formulation de théories émancipatrices, et le chercheur ancré dans une sphère très conceptualisée, qui peut parfois être en décalage avec des contextes moins inspirés et plus confrontés aux problèmes réels (qui eux-mêmes probablement censurent un peu les « opportunités d'évasion intellectuelle ») mon positionnement présente l'avantage de piocher dans ces deux extrêmes sans pour autant m'y enfermer.

Mon étude vient donc mettre en relation ces deux pôles, exploitant des idées issues des deux univers pour produire un outil d'analyse et de réflexion. Sa finalité principale sera de permettre aux travailleurs sociaux de construire leurs interventions en gardant un pied dans les réalités du terrain et un œil dans les ouvrages scientifiques. La réussite de cette entreprise devrait contribuer à embellir la masse de savoirs disponible et accessible, à inspirer les pratiques professionnelles.

Parcours personnel et entrée en stage

Issu du secteur de l'Education Populaire et au contact de ce public depuis une vingtaine d'années, j'entreprends d'analyser mon secteur d'activité dans une démarche étudiante. Cette prise de recul et ce travail d'écriture me permettra de structurer mon propos autour de mes lectures, de mes échanges avec les professionnels du terrain et les jeunes et de l'observation de situations concrètes.

J'interviens depuis 1997 en tant qu'acteur éducatif auprès de ces publics. Ils ne sont pas toujours les plus faciles à encadrer et vivent des difficultés d'ordre social qui nécessitent une certaine technicité et une certaine aptitude pour les accompagner au mieux. Les plaintes des habitants de bon nombre de quartiers populaires où je suis intervenu sont, généralement, liées aux effets néfastes de leurs rassemblements nocturnes.

J'ai pour ambition professionnelle de continuer à m'impliquer dans les milieux populaires et de participer à l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants. Accompagner ces publics et essayer d'apporter des réponses aux problématiques qui sont liées à leur situation représente une part essentielle de mon travail.

Ce choix de suivre une formation universitaire et cette découverte de la posture d'observateur social a été une occasion pour moi de réfléchir et de me documenter sur ces publics, d'interroger le terrain pour essayer d'identifier de nouvelles portes de sorties à des problèmes récurrents, qui ne sont jamais réglés en réalité.

Il n'est pas question ici de révolutionner l'intervention éducative en direction des publics dits difficiles mais bel et bien de révolutionner mon approche. Si d'autres partagent mes idées où en tirent profit, cela ne sera qu'une plus-value à ce travail.

La technicité et le niveau d'expertise que je cherche à acquérir dans ce long parcours de formation (qui probablement dure toute une vie) reste l'enjeu principal. Cette évolution personnelle pourra enrichir mon profil et ma culture sur le plan professionnel. C'est un espace d'apprentissage inédit pour développer mes connaissances, mes compétences et bénéficier, par ce biais, d'un accès à de nouvelles pistes, à de nouveaux chemins dans ma carrière.

Ce développement a été favorisé par les multiples apports théoriques et techniques, explorés durant les regroupements à l'Université, tout d'abord, mais aussi et surtout par leur appropriation au travers d'un important travail personnel de recherche et d'observation, sur les temps personnels « d'auto-formation » et lors du stage pratique. J'ai pu m'approprier entre autres les contenus évoqués durant les cours de « *Connaissance des Terrains Sensibles* », « *Découverte des milieux Professionnels* », « *Méthodes de Recherches en Sciences Humaines et Sociales* » et également « *Diagnostic Territorial* ». Ce sont surtout ces quatre matières que j'ai mobilisées pour réaliser cette étude.

L'association Médiation Nomade, qui intervient précisément sur cette thématique, m'a chaleureusement accueilli pour une durée de 100 heures, du 22 octobre 2018 au 22 février 2019, sur l'opération « Nuits du 93 ». Au cœur d'un partenariat avec la Préfecture de Seine-Saint-Denis et bon nombre d'acteurs locaux, ce fut un cadre idéal pour réfléchir sur ma thématique en prenant en compte les jeunes concernés tout d'abord, mais aussi les adultes soucieux de mieux les accompagner.

Ce voyage a eu pour point de départ le questionnement suivant, centré sur ce public et sur ses modes d'accompagnement, institutionnels essentiellement :

Comment travailler avec ces jeunes qui trainent le soir dans les quartiers populaires ?

Il s'agit en réalité de comprendre les particularités d'une population jeune qui pose problème sur le plan social. De comprendre aussi les contours et limites des actions de prévention, et d'éducation, prévues pour les accompagner vers l'âge adulte.

Véritable fait de société, expression émergente, contestataire et revendicatrice, d'une souffrance littéralement systémique, liée aux conditions de vie précaires dans les quartiers populaires, il me semble important d'aborder ce travail en analysant plusieurs dimensions :

- Comprendre ces jeunes, leurs caractéristiques, leurs cadres et modes de vie.
- Identifier des acteurs de terrain qui s'impliquent pour favoriser leur épanouissement, leur intégration citoyenne et socioprofessionnelle.
- Connaitre quels sont leurs objectifs et les méthodes mises en œuvre pour les accompagner.
- Découvrir les modes d'intervention des « travailleurs de jeunesse » auprès des groupes de jeunes qui fréquentent les quartiers populaires en soirées
- Constater les effets de cet accompagnement sur leur intégration socioprofessionnelle

Cette monographie en perspectives

Il m'a paru indispensable, pour traiter ce sujet, d'effectuer dans un premier temps une description de l'environnement de cette recherche. L'environnement géographique, tout d'abord, en l'occurrence l'emblématique département de la Seine-Saint-Denis. Ce département où la géographie prioritaire de la Politique de la Ville tient une place centrale tant le nombre de quartiers populaires y est important. Il m'a semblé intéressant de poser le cadre législatif et institutionnel pour mieux comprendre les enjeux des pouvoirs publics qui concernent cette question.

Concernant les trois villes et les cinq quartiers que j'ai découverts sur ce territoire, j'ai pu me rendre compte, malgré quelques similitudes, que chaque situation est tout à fait singulière, que les profils et les interactions aussi diffèrent en fonction des espaces et des périodes. J'ai décrit chaque territoire pour identifier les particularités propres à chacun d'entre eux.

Cette hétérogénéité m'est apparue notamment grâce au contexte de mon stage pratique, au mode de fonctionnement de l'organisme qui m'a accueilli. Son nom en dit long : « Médiation Nomade ». Cette association, qui intervient de manière itinérante pour favoriser du lien social, milite auprès des acteurs institutionnels pour que la nuit soit prise en compte comme un « temps éducatif » à part entière. Elle s'implique dans le cadre de stratégies politiques qui relèvent de la prévention de la délinquance. Je m'attacherai à exposer de manière concise les spécificités pour chacun de ces dispositifs. Je présenterai également l'opération « Nuits du 93 » qui fut le support de mon intervention. Une application concrète proposée par cette association, pour répondre à certains objectifs formulés en direction des publics visés.

Dans un second temps, je poserai le cadre théorique autour duquel j'ai construit mes analyses. De l'approche sociologique qui étudie le contexte des quartiers populaires, les phénomènes sociaux qui y sont observés à la manière dont l'action politique prend en compte ces territoires et les particularités de la jeunesse qui y grandit et qui y vit. Cette base de données scientifique sera mobilisée pour illustrer certaines situations et argumenter quelques-uns de mes propos. Il sera aussi question de prendre du recul sur cette culture bibliographique, encore en construction, au niveau personnel. C'est à l'issue de la présentation de ce lourd travail réflexif que j'aborderai la formulation de ma question de recherche et son argumentation.

En troisième partie de ce document, je procéderai à une analyse de mon terrain de stage. Je reprendrai son déroulement sur le plan chronologique et mettrai en perspective l'ensemble des outils de recherche mobilisés pour effectuer cette recherche. Il s'agira pour moi de présenter l'autonomie qui m'a été accordée et les missions que j'ai effectuées au cours de cette expérience. La posture que j'ai adoptée lors des soirées au pied d'immeubles, le format itinérant des interventions et ma participation à plusieurs réunions de travail avec de nombreux partenaires m'ont contraint à privilégier une forme de participation observante et à limiter les entretiens individuels formels. J'ai pu tout de même réaliser six entretiens avec des interlocuteurs assez variés.

Malgré les limites et les contraintes liées à la découverte de cette démarche de recherche scientifique et de ses outils de recherche, j'ai tout de même pu réunir certaines données de terrain à analyser.

Je pourrai enfin terminer cette monographie par la mise en relation de ses différentes parties. Cela me permettra alors de prendre position par rapport à cette expérience de recherche scientifique. Je pourrai évoquer les apports mais aussi les difficultés rencontrées, me positionner par rapport à son objet et tâcher de répondre aux interrogations formulées dans ce cadre.

Enfin, j'envisage d'approfondir ce travail, l'an prochain, par une approche et une stratégie de recherche plus outillée et plus ciblée sur les sujets concernés. Les thématiques abordées et la problématique exposée nécessitent, de ma part, une meilleure appropriation des outils de recherche pour tenter d'y répondre de manière encore plus pertinente.

I/ Destinations

1.1 Le « 9-3 », 3 villes et 5 quartiers

Mon stage s'est déroulé dans le département de la Seine-Saint-Denis. Le « Neuf-3 », territoire si emblématique lorsqu'il est question des milieux populaires.

J'ai découvert, pour la première fois en 2 décennies d'intervention dans des quartiers populaires, ce département dont on entend tellement parler. C'est avec un réel enthousiasme et une réelle curiosité que je m'y suis plongé. Et, il faut le dire, c'est une expérience assez extraordinaire en soi. J'ai voyagé, connu plusieurs départements, mais là, force est de constater que c'est différent et très particulier.

C'est un voyage il ne faut pas avoir peur de le dire. Et personnellement, je l'exprime avec une forme de satisfaction et une joie intérieure très forte. C'est une France différente de celle que je connaissais jusqu'à ce jour.

On y accède de deux manières, en voiture ou en transports en commun. Issu des Hauts-de-Seine, le contraste a été d'autant plus marqué pour moi. Les rues de Saint-Denis ne sont pas peuplées comme les rues de Levallois. Le RER A n'est pas fréquenté par les mêmes populations que le RER D. Il m'a été plus difficile d'y repérer des personnes susceptibles d'être « françaises de souche » (et je les ai vraiment cherchées) que de croiser des personnes « issues de l'immigration » dans ma ville de Courbevoie. Appelons un chat un chat : C'est rare d'y croiser un « blanc ».

C'est la première chose qui m'a vraiment interpellé en découvrant ce territoire. Et ce constat a été présent sur les 3 villes où je suis intervenu. Au-delà des cotés négatifs que cela peut engendrer (sentiment d'exclusion, renfermement et autres difficultés liées à la forte précarité), cela m'a vraiment fait plaisir de baigner dans cette ambiance. Un vrai dépaysement et une forme de retour aux sources pour une personne comme moi qui a grandi en Afrique et dont le cœur reste fortement attaché à mon continent d'origine.

Nous sommes ici dans une configuration très particulière qui, je pense, peut exprimer sans aucune parole la majeure partie des enjeux de société liés à la question des classes populaires, de l'immigration et du « vivre ensemble ».

Ce département est directement concerné par les politiques de réduction des inégalités territoriales et, pourtant, nous avons pu assister récemment à des manifestations de mécontentement de la part de ses élu.e.s (dernier exemple en date du 19 décembre 2018 devant l'Assemblée Nationale[1]).

Il s'agit donc d'un territoire d'observation et d'action passionnant pour toute personne sensible à la question des quartiers populaires. Je me suis donc retrouvé, avec un grand plaisir, dans un cadre idéal et très attachant pour réaliser ma recherche.

[1] Manifestation des élu.e.s de Seine-Saint-Denis devant l'Assemblée Nationale pour réclamer « l'égalité ». Article repéré sur : http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/seine-saint-denis-357-meur-de-faux-billets-jetes-devant-l-assemblee-nationale-19-12-2018-7972524.php

1.1.1 La Seine-Saint-Denis ; son histoire, ses quartiers prioritaires

Avant de mobiliser les données quantitatives pour décrire ce territoire et faire émerger sa densité de population, son niveau de pauvreté, sa proportion de jeunes et ses réalités socio-économiques, il me semble intéressant de présenter quelques moments clés de son histoire. Cela pourra participer d'une meilleure compréhension des dynamiques sociales visibles. Pour cette partie, je me suis appuyé sur une recherche d'Annie FOURCAUT[1] et sur un compte rendu du séminaire « *Atlas et géographie du territoire* » qui s'est tenu en 2012, à Montreuil[2].

La « Banlieue noire »

Les archives du XIXème permettent de décrire ce territoire, relativement plat sur le plan topographique en comparaison au reste de l'Ile-de-France, comme un espace rural traversé par les lignes de chemins de fer Paris-Le Havre et Paris-Strasbourg ainsi que le canal Saint-Denis. On y trouve quelques villes telles que Montreuil et Le Raincy. Il s'agit essentiellement de plaines agricoles où on dénote une absence de forêts.

De 1850 au début de la 1ère guerre mondiale, l'implantation d'une industrie polluante donnera naissance au terme de « *zone* ». Cette « *zone* » correspond à toutes les bandes de terrains non constructibles situées au pied des fortifications qui protègent Paris. Comme le Fort d'Aubervilliers par exemple.

L'habitat y est constitué notamment de nombreux bidonvilles où « pulluleraient » les « *Apaches* », ces bandes de jeunes garçons et filles qui constitueraient une menace pour la bourgeoisie Parisienne. *« C'est à partir de 1902 que le nom d'Apaches est employé pour désigner une bande de jeunes dont les méfaits faisaient trembler Belleville. [3]»* Le concept de « peur de la banlieue » se propage dans la région.

L'écrivain Fabrice Delphi décrit les communes populaires de la petite couronne, dans un recueil poétique[4] à la gloire de ces espaces. Un des rares documents écrits qui ressasse les activités de cette époque.

Dans un contexte d'industrialisation, la « *frileuse* » loi Siegfrid de 1894 tente d'initier la construction de logements sociaux, pour permettre aux employeurs de loger leurs employés, les H.B.M (Habitations à Bon Marché).

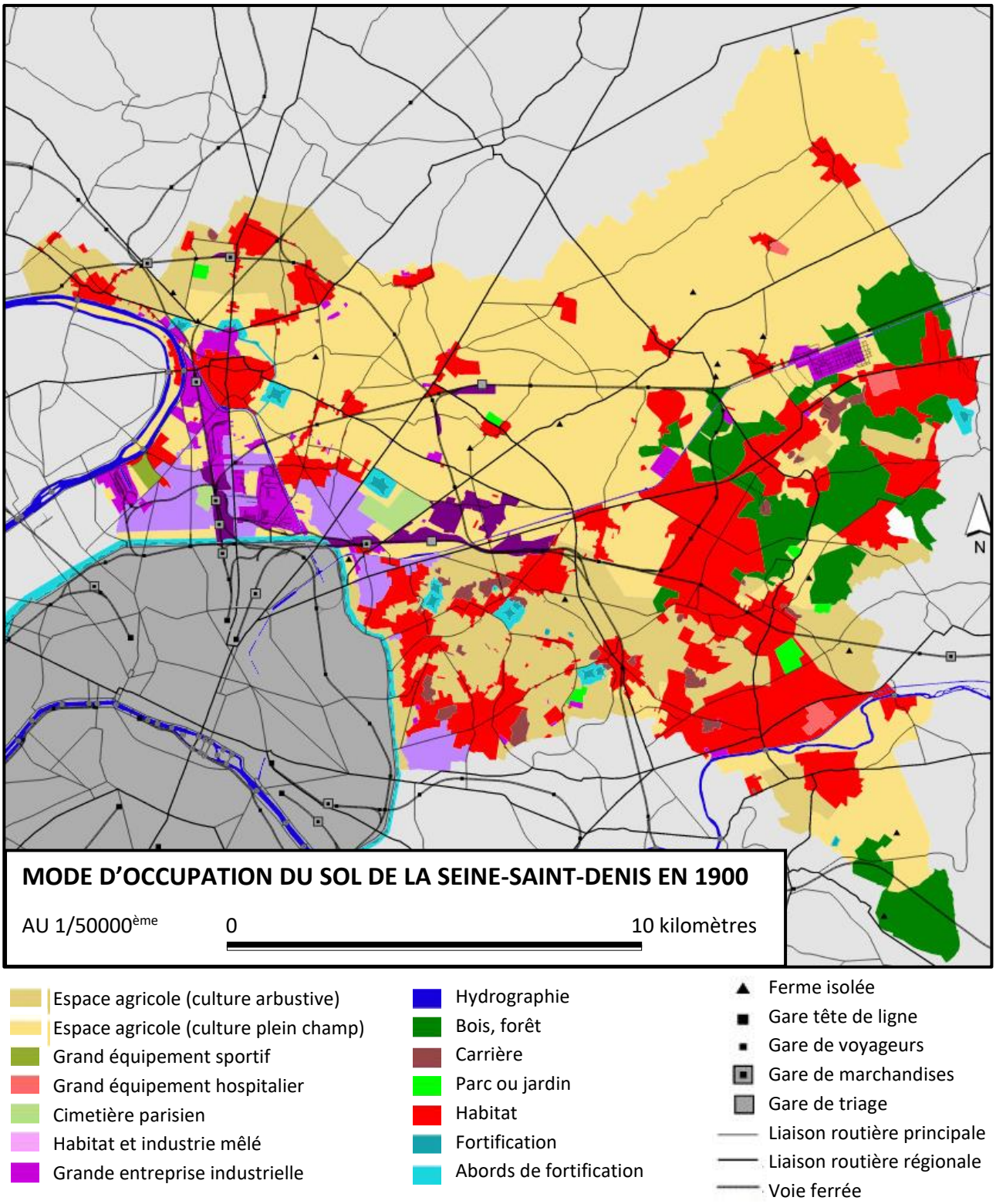
---

[1] Fourcaut A., (2002), «*Connaître l'histoire de la Seine-Saint-Denis pour comprendre la situation actuelle* », consulté le 08/04/2019 à : https://www.professionbanlieue.org/IMG/pdf/histoire_ssd_afourcaut.pdf

[2] *Démarche atlas des paysages en Seine-Saint-Denis*, cycle 2012-2013, (CAUE 93) Conseil d'architecture, d'urbanisme, et de l'environnement de Seine Saint-Denis, consulté le 08/04/2019 à : http://www.caue93.fr/IMG/pdf/se_minaire_atlas_1_-2.pdf

[3] Perrot M., « Dans le Paris de la Belle Époque, les « Apaches », premières bandes de jeunes », *La lettre de l'enfance et de l'adolescence*, 2007/1 (n° 67), p. 71-78. Consulté le 19/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-lettre-de-l-enfance-et-de-l-adolescence-2007-1-page-71.htm

[4] Delphi F., (1904), *Outre-fortifs. Impressions de banlieue*, Malot, Paris. Consulté le 19/04/2019 à : https://blog.paris-libris.com/delphi-fabrice-outre-fortifs-impressions-de-banlieue/



La « *zone* », ce territoire plat situé en proche périphérie de Paris, dispose de multiples terrains constructibles au début du XXème siècle[1]. Il devient par la suite un lieu de convergence pour beaucoup de populations issues d'autres régions et d'autres pays. Les politiques d'aménagements urbains qui suivront entraineront de fortes conséquences sur la vie de ces habitants.

[1] Consulté le 19/04/2019 à : https://patrimoine.seinesaintdenis.fr/Carte-du-Mode-d-occupation-du-sol-de-la-Seine-Saint-Denis-en-1900-au-1-50000e-1026041

La « Banlieue rouge »

L'après-guerre et la forte dépression économique de 1930, quant à elle donnent lieu à une baisse de l'activité industrielle et à l'installation d'un chômage de masse. Cette période est marquée par une implantation forte du socialisme et du communisme. Cette nouvelle orientation politique voit son apogée avec le Front Populaire lors des élections municipales de 1935 et des législatives de 1936. On parle alors de la « ceinture rouge » où bon nombre de « bastions communistes » vont développer plusieurs réseaux associatifs, ils seront à l'origine d'évolutions sociales conséquentes.

Une politique sociale locale se met en place pour faire face à la crise économique et à la crise du logement. L'aide sociale se développe également. On construit des écoles modernes, des « cités jardins » et bon nombre d'enfants sont envoyés en colonies de vacances.

Tout cela ne permet cependant pas d'atténuer cette « *peur du banlieusard* » qui, au contraire, continue de prendre de l'ampleur sur le plan social.

Les trente glorieuses

De 1945 à 1975, on assiste à une modernisation administrative importante accompagnée par la forte croissance urbaine. Au sortir de la seconde guerre mondiale, il faut reconstruire la France. Beaucoup d'hommes sont morts et « *la faible natalité des années 1930 n'arrange rien et fait de la France un pays qui, jusqu'aux années 1970, ne peut plus soutenir une expansion sans recourir à l'immigration.*[1] » En pleine révolution industrielle et face à un besoin important de travailleurs, l'exode rural et l'arrivée massive de populations étrangères (venant du Portugal, de l'Algérie et du Maroc majoritairement) contribuent à l'augmentation exceptionnelle du nombre d'habitants. Ils s'entassent dans les bidonvilles et la question du logement devient un enjeu politique majeur. L'appel de l'Abbé Pierre du 1er février 1954 permet de sensibiliser l'opinion publique sur ce sujet.

En 1950 débutent les premiers chantiers de construction des « grands ensembles », pour améliorer l'habitat sur le territoire et pouvoir accueillir une arrivée constante de populations nombreuses. L'appellation HBM prend désormais le nom de HLM (Habitation à Loyer Modéré) dans une dynamique de construction – reconstruction, pour mettre fin au problème des bidonvilles.

[1] Croizé J.C., (2009), *Politique et configuration du logement en France (1900-1980)*, texte présenté pour l'habilitation à diriger des recherches, Nanterre

De 1953 à 1973, cette politique de construction massive des grands ensembles tente de répondre à une crise du logement en cours et à une volonté de modernisation. On constate qu'elle est menée « *sans consultation sur les choix urbanistiques des élus locaux* ». Le gouvernement Pompidou, dans le cadre d'une gestion administrative des territoires par le biais des districts, a tendance à « *imposer* » aux villes ses orientations.

Alors que le pays sort de la misère pour devenir une société de consommation, le plein emploi est en déclin. Le nombre de chômeurs est en hausse, l'ANPE ouvre ses portes en 1967. Les classes populaires sont directement affectées et une pathologie des grands ensembles, des « cités-dortoirs », voit le jour dans les représentations sociales. Une neurasthénie qui touche plus particulièrement les femmes, la « Sarcellite ». *« Elle affecte des individus ou des familles ordinaires privés de ces rencontres et de ces échanges relationnels dont la ville a toujours constitué le terreau. Pour ces premières critiques, ce que les grands ensembles ont manqué c'est la possibilité de donner à leurs habitants, dans l'espace qu'ils dessinent, les conditions de base pour se construire une sociabilité à visage humain.*[1] *»* Cette idée est relayée par les travaux de psychosociologues qui, à cette époque, s'intéressent également aux phénomènes de délinquance juvénile.

La circulaire du Ministre de l'équipement et du logement, Olivier Guichard, en date du 21 mars 1973, vient mettre un terme à ces programmes immobiliers, dans un combat mené contre la ségrégation sociale repérée. C'est cette même année que commencent les travaux du groupe de réflexion H.V.S (Habitat et Vie Sociale). Il devient par la suite une instance chargée d'améliorer les conditions de vie dans ces grands ensembles.

Le Plan d'Aménagement et D'Organisation Générale de la Région Parisienne (PADOG) de 1960, concentré sur des plans routiers qui visent à relier les régions et le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région de Paris (SDAURP), en 1965, qui a pour objectifs de répondre aux besoins de logements, de loisirs et de moyens de déplacements pour une population croissante, ne réussit pas, selon Benoit Pouvreau, à régler le problème de ces « *quartiers enclavés dès leur création* ».

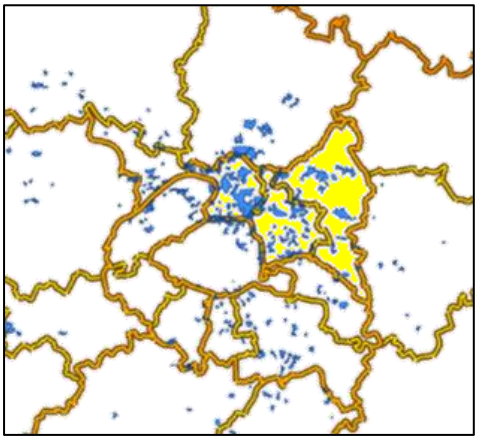
En date du 1er janvier 1968, le département de Seine-Saint-Denis est créé dans le cadre du redécoupage administratif de la région, entamé en 1964. Le code postal « 93 » lui est alors attribué. Cette initiative établit un « *maillage* » de « *fortes identités communales* » au sein d'une instance départementale sans réelle identité. Dans un contexte où la notion de « *banlieue* » est perçue comme un « *cadre très fort de l'imaginaire* », cette délimitation aura eu pour conséquence d'avoir « *fixé une forte cristallisation symbolique où les habitants revendiquent, plus qu'ailleurs, leur appartenance au département* ».

La loi de décentralisation en 1982 permettra au département de se « libérer » de la tutelle de l'Etat et plus particulièrement du District de la Région Parisienne (ancêtre de la Région Ile-de-France). Bobigny devient la Ville-Préfecture et le Conseil Général s'attèle à corriger un déficit de verdure sur le département. La réalisation des grands parcs dure jusqu'en 1985.

[1] Castel R. (2006). La discrimination négative : Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 61e année (4), 777-808. Consulté le 22/04/2019 à : http ://www.cairn.info/revue-annales-2006-4-page-777.htm.

Une banlieue pauvre, précaire, populaire

Terre d'implantation industrielle, d'installation massive de populations en difficultés financières et aux origines diverses, d'initiatives plus ou moins réfléchies sur le plan de l'habitat, la Seine-Saint-Denis a vu naitre bon nombre de quartiers populaires durant le siècle dernier.



Cette carte issue du Système d'Information Géographique de la politique de la ville[1] met en évidence les quartiers prioritaires (en bleu) pour la région de l'Ile-de-France.

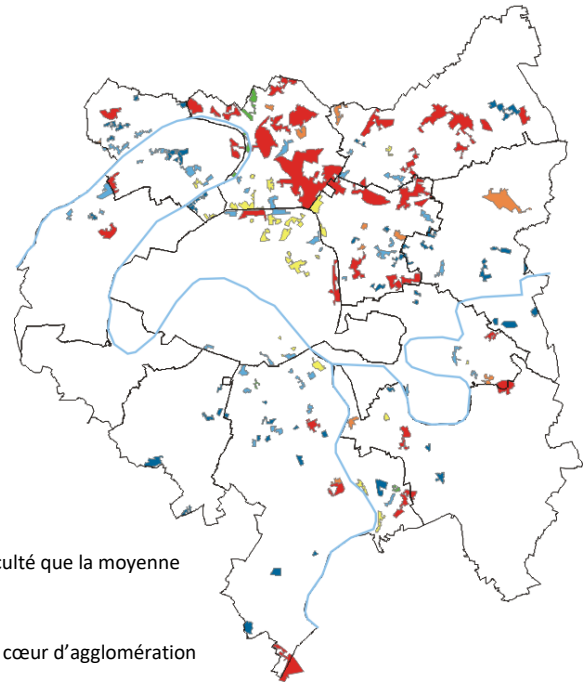
On peut facilement réaliser à quel point la Seine-Saint-Denis (en jaune), en comparaison avec les autres départements, concentre l'essentiel de ces quartiers.

L'établissement public territorial (EPT) de Plaine-Commune, à l'ouest, est celui qui celui qui se distingue davantage des autres par une très forte concentration.

Cette géographie prioritaire est établie en fonction des revenus des habitants. Les secteurs où les personnes sont les plus défavorisées sur le plan économique sont pris en compte en tant que quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV). Ils sont fortement concentrés dans le département.

Les six types de quartiers prioritaires de la ville au sein de la métropole du Grand Paris[2]

On constate sur la carte ci-contre que l'essentiel des grands quartiers historiques de la Politique de la Ville est situé en Seine-Saint-Denis. Cette histoire est donc intimement liée avec les mutations sociales qu'a récemment vécu le département.



Types de quartiers politique de la ville

- Petits quartiers au sein de grandes villes, moins en difficulté que la moyenne
- Quartiers vieillissants aux franges de Paris
- Quartiers parisiens mixtes et pauvres
- Quartiers de familles en grande difficulté et éloignés du cœur d'agglomération
- Grands quartiers historiques de la Politique de la Ville
- Petits quartiers plutôt jeunes dans des territoires moins urbanisés
- Etablissements publics territoriaux (EPT)

Cette classification met en lumière la grande précarité observable sur le département. On y devine la présence d'importantes difficultés socio-économiques.

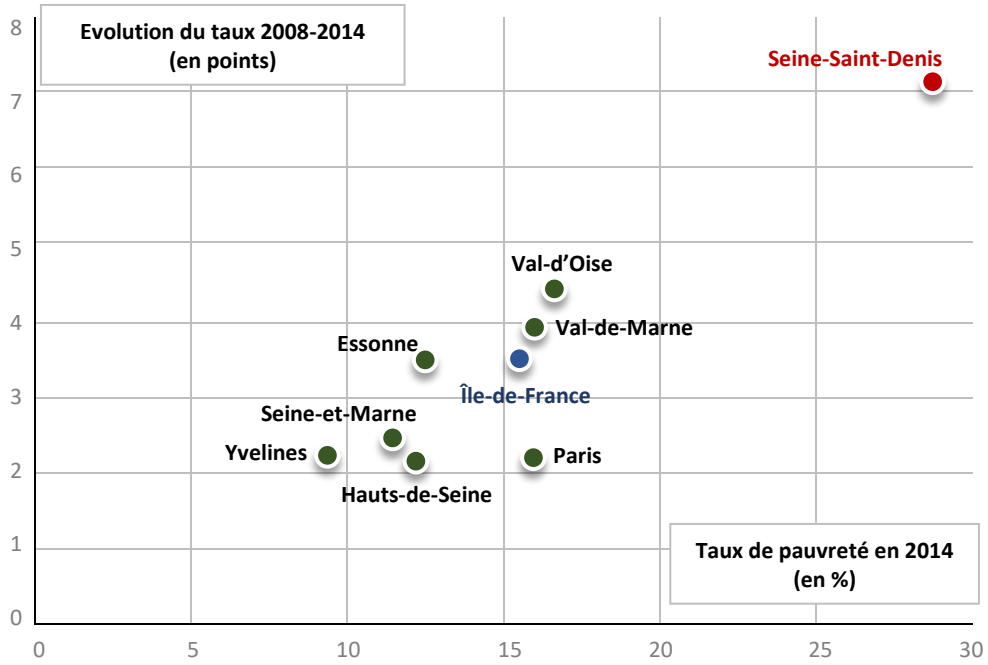
[1] https://sig.ville.gouv.fr/

[2] INSEE ANALYSES ILE-DE-FRANCE. *Les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France,* N°57, Paru le 17/03/2017, Consulté le 19/04/2019 à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2658852

La pauvreté a fortement augmenté en Seine-Saint-Denis[1]

Taux de pauvreté 2014 par département (en %) et évolution depuis 2008 (en points)

Territoires	Taux 2014 (en %)	Evolution 2008-2014 (en points)
Paris	16,1	2,2
Seine-et-Marne	11,5	2,4
Yvelines	9,5	2,2
Essonne	12,5	3,4
Hauts-de-Seine	12,2	2,1
Seine-Saint-Denis	**28,6**	**7,1**
Val-de-Marne	16,2	3,9
Val-d'Oise	16,6	4,4
Ile-de-France	**15,6**	**3,5**



Sources : Insee, revenus disponibles localisés (RDL) et FiLoSoFi 2014

« En Île-de-France, la pauvreté a augmenté de 3,5 points entre 2008 et 2014, soit trois fois plus qu'au niveau métropolitain. Elle s'est accentuée dans tous les départements et plus particulièrement en Seine-Saint-Denis (+ 7,1 points), qui était déjà le plus touché en 2008. »

« Comme au niveau départemental, la pauvreté a progressé plus fortement dans les communes où elle était déjà élevée. Les inégalités se sont particulièrement accentuées dans la métropole du Grand Paris (MGP). La pauvreté est encore plus prégnante dans l'ensemble des communes de Seine-Saint-Denis. »

Ces statistiques de l'Insee montrent à quel point ce secteur est touché par la question des inégalités sociales. La différence est marquée avec les autres département et l'évolution ne semble pas aller dans le sens de l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.

[1] INSEE ANALYSES ILE-DE-FRANCE. *En Île-de-France, la pauvreté s'est intensifiée dans les territoires déjà les plus exposés,* N°76, Paru le 21/12/2017, Consulté le 19/04/2019 à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3291402

Parmi les habitants des QPV franciliens, deux sur cinq résident en Seine-Saint-Denis[1]

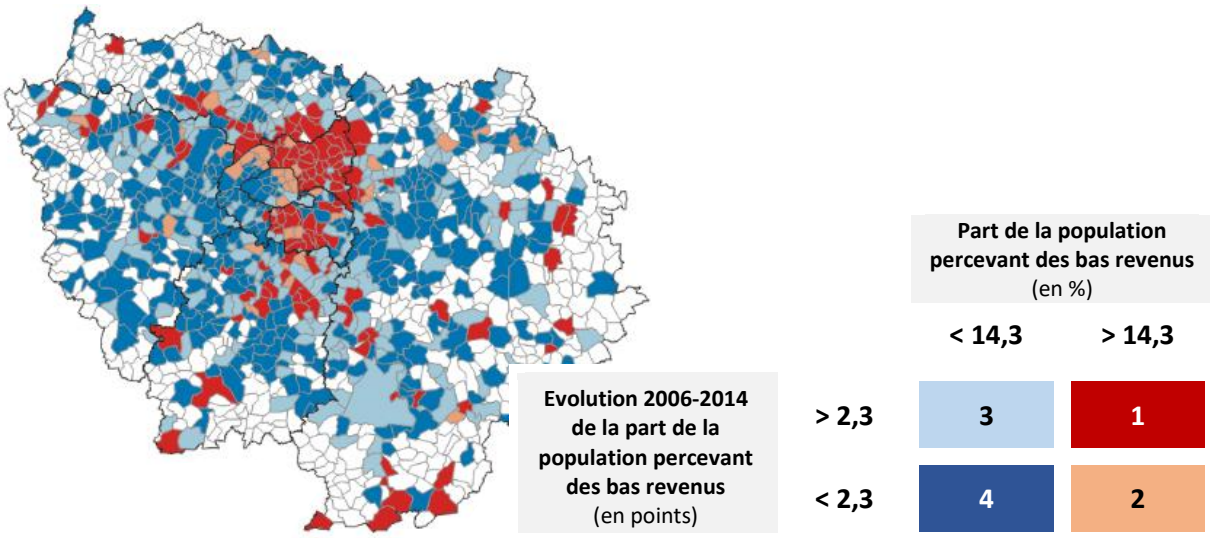
Territoires	QPV	Population QPV	Ensemble	Part QPV (%)
Paris	20	147 000	2 229 600	7
Seine-et-Marne	24	91 000	1 365 000	7
Yvelines	22	107 000	1 418 500	8
Essonne	42	149 000	1 253 900	12
Hauts-de-Seine	21	103 000	1 591 400	6
Seine-Saint-Denis	**63**	**602 000**	**1 552 500**	**39**
Val-de-Marne	42	140 000	1 354 000	10
Val-d'Oise	41	208 000	1 211 100	17
Ile-de-France	**272**	**1 547 000**	**11 976 000**	**11**

Source : Insee, recensement de la population 2013

« Près de trois habitants sur dix sont pauvres. Ce département est celui où le taux de pauvreté est le plus élevé de la région, mais également de France métropolitaine. »

Les chiffres, les illustrations et les mots employés sur ces enquêtes statistiques sont assez parlants. C'est le territoire qui réunit la majeure partie des personnes en difficultés économiques. Les chiffres de la Seine-Saint-Denis dépassent largement ceux des autres départements de la région.

Typologie des communes en quatre groupes[2]



Sources : CAF 2008 et 2014, Insee, recensements de la population 2008 et 2014

Encore une fois, cette carte met en évidence la précarité qui se concentre sur le département. La quasi-totalité des communes de Seine-Saint-Denis accueille une grande part de personnes percevant des bas revenus. Seules 3 villes sur 40 ne sont pas dans la catégorie 1 (plus de 14,3 % de bas revenus avec une augmentation de plus de 2,3 points entre 2006 et 2014).

[1] INSEE ANALYSES ILE-DE-FRANCE. *Les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France,* N°57, Paru le 17/03/2017, Consulté le 19/04/2019 à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2658852

[2] INSEE ANALYSES ILE-DE-FRANCE. *En Île-de-France, la pauvreté s'est intensifiée dans les territoires déjà les plus exposés,* N°76, Paru le 21/12/2017, Consulté le 19/04/2019 à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3291402

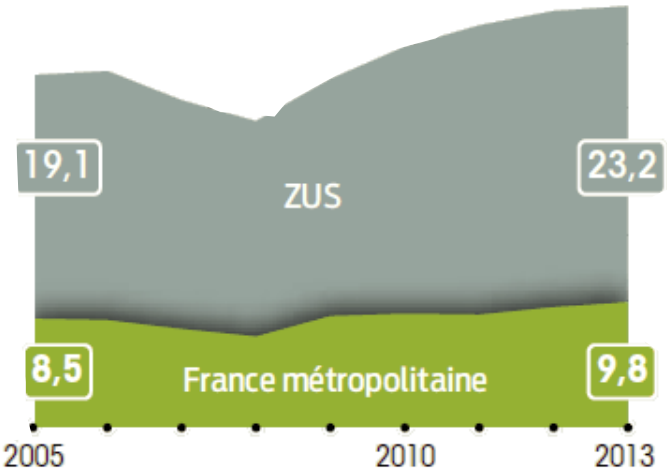
Indicateurs sociaux-économiques de la Seine-Saint-Denis

	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	France
Age : 0-14 ans (%)	22,6 %	19,7 %	17,9 %
Part de la population étrangère (%)	**22,8 %**	13,4 %	6,4 %
Niveau de diplôme pour les non scolarisés de 15 ans ou plus			
Part des titulaires d'aucun diplôme (%)	**40,2 %**	27,2 %	
Part des titulaires du bac et bac+ (%)	**41,6 %**	56,1 %	

Source : Insee RP 2013 et 2014

La Seine-Saint-Denis est un département avec une population jeune importante et moins qualifiée que dans le reste du pays. Beaucoup d'étrangers y résident. L'intégration sociale et professionnelle de ses habitants est donc un enjeu majeur pour les pouvoirs publics.

Le taux de chômage selon le territoire et l'âge (en %)
Source : Observatoire des zones urbaines sensibles - rapport 2013



Crédit image : alternatives-économiques .fr[1]

On constate que le chômage est une réalité des quartiers, qu'il est en augmentation et que les jeunes sont particulièrement touchés.

	ZUS	Hors ZUS
15-24 ans	**45 %**	23,1 %
25-49 ans	22,7 %	9,1 %
50-64 ans	16,6 %	6,7 %

Ce territoire est donc directement concerné par les orientations menées par la Politique de la Ville. L'ambition de réduire les inégalités, clairement affichée par le gouvernement, s'applique à ce département. Il est intéressant d'analyser les moyens mis en œuvre pour contribuer au développement de ses quartiers défavorisés et pour améliorer les conditions de vie de ses habitants.

[1] Consulté le 22/04/2019 à : https://www.alternatives-economiques.fr/evolution-taux-de-chomage-zones-urbaines-sensibles-zus-france-metropolitaine-0111201510165.html

1.1.2 Au cœur d'une Politique de la Ville sans cesse en mouvement

Le décor est planté. Il s'agit d'intervenir dans des quartiers prioritaires définis et concernés par la Politique de la Ville, dont l'objectif est de réduire les inégalités de territoires. Il est donc nécessaire de rappeler en quoi consiste la Politique de la Ville. Pour ce faire, j'ai jugé bon de reprendre un historique[1] réalisé par Adeline De Lépinay, animatrice du site « education-populaire.fr ». Elle identifie *« trois grands âges de la politique de la ville : développement social des quartiers (années 1980), mobilisation du droit commun par les contrats de ville (années 90) et rénovation urbaine (années 2000). »*[2]

1977	Raymond Barre, 1er ministre de Valéry Giscard d'Estaing, envoie une lettre aux Préfets, affirmant le besoin « *d'enrayer la dégradation physique et sociale* » des grands ensembles **Premier plan banlieue « *Habitat et Vie Sociale* »** sous la direction de Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement. Il s'agit de réhabiliter les HLM avec l'aide financière de l'État
1981	**Émeutes des Minguettes** dans la banlieue de Lyon Lancement du dispositif « *Opérations anti été chaud* », ensuite rebaptisé « *Opérations prévention été* » puis « *Ville-Vie-Vacances* » Création des ZEP (Zones d'Éducation Prioritaire), au nombre de 170, par Alain Savary, ministre de l'Éducation Nationale. Trois rapports qui seront les fondements de la politique de la ville : 1/ **Le rapport Schwartz (1981)** : « *L'insertion professionnelle et sociale des jeunes* ». Entraîne la création des Missions locales et de la Délégation interministérielle aux jeunes 2/ **Le rapport Bonnemaison (1982)** : « *Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité* ». Introduit la notion de « prévention de la délinquance » 3/ **Le rapport Dubebout (1983)**, maire de Grenoble et membre fondateur du Groupe d'action municipale : « *Ensemble, refaire la ville* ». Amène la mise en œuvre des opérations de Développement Social des Quartiers (DSQ) et la constitution du Conseil national du DSQ
1983	**Plan « *Banlieues 89* »** pour désenclaver et enjoliver les banlieues
1984 **1988**	**1ers contrats** de plan Etat-régions, intégrant le DSQ : 148 conventions concernant environ 170 quartiers
1988	Création de la **Délégation interministérielle à la ville**, en remplacement du Conseil national du DSQ. Création du **Conseil national des villes**
1989	Création des **Contrats de ville**
1990	**Après les émeutes de Vaulx-en-Velin, création d'un ministère de la politique de la ville**, qui a pour objectif de faire du social avec de l'urbain
1991	**Loi d'orientation pour la ville**, qui fixe des objectifs de diversité de l'habitat et de mixité sociale. **Premiers Grands Projets Urbains** du gouvernement de Michel Rocard
1992	Bernard Tapie, nouveau ministre de la ville, démissionne trois jours après avoir proposé un « *plan pour les banlieues* »
1994	**Premiers Contrats de ville** sous l'impulsion de Simone Veil, ministre des Affaires sociales dans le gouvernement d'Édouard Balladur

[1] De Lépinay A., (2015), « *Politique de la Ville : Historique et piètre bilan* », consulté le 20/04/2019 à : http://www.education-populaire.fr/politique-ville-historique-pietre-bilan/

[2] Pour une chronologie plus « déchiffrée », consulter : https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2001-3-page-15.htm

1996	Pacte de relance pour la ville du gouvernement d'Alain Juppé, qui se veut une sorte de « Plan Marshall » de l'État pour les banlieues. Crée les **ZUS** (au nombre de 751), **ZRU** et **ZFU** (au nombre de 100), contre la « *fracture sociale* » dénoncée par Jacques Chirac
1999	**Nouveaux contrats de ville** **Programme de rénovation urbaine** du Comité interministériel à la ville : **GPV** et **ORU**
2000	**Loi SRU** qui notamment impose aux villes de plus de 3500 habitants d'offrir au moins 20 % de logements sociaux. Au-delà, cette loi a trois objets : solidarité, développement durable, renforcement de la démocratie et de la décentralisation
2003	**Loi Borloo d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**. Lance le **PNRU** et crée l'**ANRU**. Ajout de 41 nouvelles ZFU. Création d'un **observatoire national des ZUS** (l'actuel Observatoire national de la politique de la ville). Prévoit la construction, la réhabilitation et la destruction de logements sociaux
2005	**Émeutes dans les banlieues**. Création des **Préfets délégués à l'égalité des chances**. Création de 41 ZFU supplémentaires
2006	**Loi pour l'égalité des chances**. Crée 15 nouvelles ZFU **Loi portant Engagement National pour le Logement** (ENL)
2007	Remplacement des Contrats de ville par le **CUCS**
2008	**Plan banlieue**, « *Une nouvelle politique en faveur des banlieues* », présenté par Nicolas Sarkozy. Cette nouvelle politique est précédée d'une présentation « *Espoir Banlieues : une dynamique pour la France* », par Fadela Amara à Vaulx-le-Pénil
2012	**Un rapport de la Cour des comptes pointe des problèmes de gouvernance et souligne que la plupart des objectifs de la politique de la ville n'ont pas été atteints**
2013	Rapport de Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache : « *Pour une réforme radicale de la politique de la ville* ». Met sur le devant de la scène la notion d'empowerment et l'**idée de renforcer la participation des citoyens**, à la mode depuis les émeutes de 2005
2014	**Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine**, adoptée le 21 février > Suppression des ZUS et des CUCS, remplacés par les Contrats de ville > Ciblage de 1300 quartiers prioritaires, au lieu de 2500 précédemment > Création des Conseils citoyens, offre institutionnelle de participation, qui s'inscrivent dans la continuité des dispositifs de « *démocratie participative* » instaurés depuis 30 ans

Cette chronologie met en évidence quarante années de prise en compte des quartiers populaires au niveau politique. Des réflexions nées à la fin des années 1970 aux dernières lois en vigueur, toute une série de mesures et d'instances ont été établies pour amoindrir les effets néfastes d'une ségrégation sociale opérée par le passé, jusqu'à la création d'un ministère dédié en 1990.

Il est important de compléter cet historique par la création du conseil général à l'égalité des territoires (**CGET**) en **2014**. Trois instances ont été réunies au sein de cette administration pour assurer une meilleure cohésion dans la mise en œuvre de cette politique : La DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), l'ACSé (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) et le SG-CIV (Secrétariat général du comité interministériel des villes).

Une politique remise en question

Cette démarche institutionnelle mise en place pour répondre aux crises sociales est vivement critiquée par des observateurs qui dénoncent une tendance à adopter des lois de « circonstance » pour gérer des situations post-émeutes (que Saïd Bouamama préfère qualifier de « *révoltes* » auxquelles il ne faut pas chercher de « *projet politique* » mais les interprète plutôt comme des « *fortes réactions à une violence antérieure subie* »[1]).

Une éducatrice spécialisée et responsable d'une association précise *: « On a revisité trente ans de politique de la ville en voyant qu'il s'agissait de politiques spécifiques pour des publics spécifiques (quid du droit commun ?), et qu'il s'agissait en même temps d'une politique réactive : à chaque fois qu'il y a eu des révoltes, suite à des violences policières, on a sorti des mesurettes avec nouveaux sigles. »*[2]

Thomas Kirszbaum[3], sociologue, évoque la complexité de la mise en œuvre et de l'évaluation des dispositifs envisagés. « *La difficulté de faire des contrats de ville des outils au service de stratégies véritablement territorialisées était déjà pointée par les évaluations locales à la fin des années 1990 et au milieu des années 2000. »* Il dénonce des actions développées de manière uniforme : « *Je crains que le caractère généralisé de cet exercice, engagé simultanément dans des centaines de territoires différents, entraîne peu d'implication, beaucoup de formalisme, et au final des documents très standardisés. »*

Il pointe également un problème systémique dans l'articulation des dispositifs entre acteurs institutionnels : *« Autre paradoxe : la politique de la ville est une politique très municipalisée dans les faits, mais elle reste encore une politique de l'État dans les esprits, symptomatique de l'inachèvement de la décentralisation française. » « S'en tenir à la question des moyens risque d'occulter l'enjeu fondamental, celui du changement dans les institutions qui suppose de penser la politique de la ville comme l'agent d'une véritable révolution culturelle. Il s'agirait de renouer avec un agenda de démocratisation des institutions perdu de vue depuis les années 1980. »*

Son point de vue remet plus en question la Politique de la Ville et les autorités qui en ont la charge que les initiatives développées. « *Et si l'objectif est bien celui de la réduction des inégalités territoriales, la politique de la ville devrait être une machine à interroger les institutions publiques et leur responsabilité dans la production des inégalités et des discriminations. »*

---

[1] Notes de cours : Vidéo visionnée en cours de « *Connaissance des Terrains Sensibles* », Kherfi Y., (2019)

[2] Besson J.C., (Octobre 2012), « La mécanique de la politique de la ville », *Journal officiel des banlieues*, Presse & Cité, Vol. 2, pp. 12-13.

[3] Soutra H., (Juillet 2017), « *Entretien avec Thomas Kirszbaum ; La politique de la ville devrait servir à interroger les institutions* ». Consulté le 20/04/2019 à : https://www.lagazettedescommunes.com/242228/la-politique-de-la-ville-devrait-servir-a-interroger-les-institutions-thomas-kirszbaum-sociologue/

Thomas Vroylant, statisticien en sociologie quantitative, s'intéresse à la qualité de vie dans les ZUS[1]. Il considère que cette « *politique fondée sur le zonage territorial »* favorise un *« phénomène de relégation sociale, spatiale et économique ».* Selon lui, *« les habitants, aux ressources déjà faibles, se retrouvent dans des zones dévalorisées dans les représentations collectives. »* Il note que la loi du 21 février 2014, qui réunit l'ensemble de la géographie prioritaire de la ville en une seule et unique classification, peut avoir des effets négatifs sur les populations. Nous sommes désormais face à des zones qui *« ne regroupent pas forcément la majorité de la pauvreté mais la pauvreté la plus intense. »* Il renvoie vers la théorie des capitaux de Bourdieu (1986) concernant l'importance de prendre en compte les aspirations des populations sur quatre aspects (économiques, culturels, sociaux et symboliques) pour construire une politique centrée sur l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le rapport de la Cour des comptes de 2012[2] se veut tout aussi alarmant et négatif vis-à-vis de l'action gouvernementale. Il note que malgré le vaste champ d'intervention, la multitude des lois, réformes et moyens mis en œuvre, les inégalités persistent, les écarts ne sont pas réduits et les conditions de vie continuent de se dégrader depuis 30 ans. « *De nombreuses réformes sont donc intervenues depuis dix ans, quasiment chaque année, mais faute d'une mobilisation coordonnée en amont de l'ensemble des politiques publiques, la réduction des écarts entre les quartiers prioritaires et les villes environnantes, affichée comme la priorité de la loi du 1er août 2003, n'a pas eu lieu. »* et *« aucun exemple de bonne pratique ne peut être produit à l'issue des contrôles effectués sur les collectivités territoriales. »*

Parmi les très rares points positifs qui ressortent de ce rapport sont la création de l'observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS), la mise en place de l'ACSé et la création des postes de délégués des préfets en charge de la politique de la ville. Ces mesures ont permis de mieux accorder les orientations avec les réalités du terrain.

Toutefois, quand bien même la rénovation urbaine a permis d'améliorer quelque peu l'habitat, la cohésion sociale n'a pas suffisamment été prise en compte. « *L'ANRU a beaucoup investi sur le bâti mais pas assez sur l'humain*[3] ».

Un délégué du préfet me dira au cours d'un entretien : « *Il y a des gens qui essaient de travailler à la rénovation urbaine, qui essaient de faire pas mal de choses dans la concertation avec les habitants. Ça fait partie de leurs missions. Ils rencontrent beaucoup de difficultés pour mobiliser des habitants. Ils arrivent à mobiliser toujours les mêmes qui souvent sont, soit retraités, soit les quelques « habitants professionnels » (ce sont toujours les mêmes que l'on prend pour donner leur avis sur telles et telles initiatives). Sont-ils réellement représentatifs de tous les habitants ? Les actifs, on ne les voit presque pas sur ce genre de réunions parce qu'ils travaillent. Et ceux qu'on ne retrouve pas du tout, ce sont les jeunes.* [4]»

---

[1] Vroylandt T., (2015). Politique de la ville : Que nous révèle la qualité de vie ? *Savoir/Agir*, 33(3), 103-111. Consulté le 20/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2015-3-page-103.htm

[2] Rapport public, 2012, « *La politique de la ville. Une décennie de réformes* », Paris, Cour des comptes. Consulté le 19/04/2019 à : https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000348.pdf

[3] Propos du directeur de la Maison du Temps Libre de Stains au Clos-Saint-Lazare, recueillis lors d'une réunion de travail le 27/11/2019

[4] Propos recueillis en entretien le 11/12/2019

La précarité demeure un problème majeur. C'est l'une des causes principales des difficultés rencontrées par les habitants des quartiers populaires. Malgré diverses initiatives, le chômage reste omniprésent et les présidents qui se succèdent ne réussissent pas à faire baisser la courbe du chômage. Durant mon stage, lors d'un échange avec un habitant d'un des quartiers visités, un « ancien », une question qu'il me posa est lourde de sens. Après que je lui ai vanté l'intérêt de la présence de la responsable de la maison de l'emploi sur le terrain, au contact des jeunes, il me répondra : « *Oui, mais est-ce qu'elle est venue avec l'emploi ?*[1] »

Au sujet de la gestion des moyens financiers, de nombreuses critiques sont avancées, notamment sur la répartition et l'attribution des subventions. Au-delà des difficultés rencontrées au sein de l'appareil administratif, entre une gestion des projets intercommunale et des versements attribués directement aux villes, « *la politique de la ville a généré un véritable marché de la prestation sociale sur lequel se positionnent les acteurs associatifs, dont certains sont amenés à mettre en place des stratégies de niche pour pérenniser leurs financements. »*

Si la majeure partie des acteurs partagent l'ensemble des analyses, ils ne manquent pas de pointer avant tout les difficultés qu'ils rencontrent pour mettre en œuvre l'action politique proposée. La Présidente de la Communauté Urbaine de Lille Métropole *observe « que la politique de la ville ne peut globalement à elle seule satisfaire à l'ampleur des enjeux d'un quartier dit en difficulté » et* souligne que *« les dispositifs de la politique de la ville gagneraient à être davantage coordonnés à l'échelle intercommunale. L'Etat pourrait reconnaître l'intercommunalité en tant que chef de file de la politique de la ville en étroite coopération avec les acteurs de proximité que sont les communes. Cela favoriserait ainsi une stratégie collective, cohérente et solidaire, à l'échelle de l'agglomération, notamment en matière de mixité sociale. »*

Le Maire de Dunkerque complète cette idée d'une coordination à revoir : *« Au bilan de ces années où l'Etat a progressivement remplacé la nécessité d'une politique de la ville claire dans ses objectifs par un « foisonnement » législatif et administratif où le complexe et le déclaratif l'emportaient sur une réelle vision, on peut témoigner à Dunkerque de l'impérieuse nécessité d'une approche décentralisée associant Région et Communauté Urbaine.* »

[1] Propos d'un habitant recueilli lors d'un échange informel le 11/12/2019

Lueur d'espoir ?

Un dernier rapport effectué en 2018 par l'observatoire national de la politique de la ville[1] (**ONPV**, ex-ONZUS) tente d'apporter un regard plus positif sur les retombées des dispositifs en cours. La synthèse de ce document pointera à nouveau « *une situation de l'emploi toujours très dégradée* » même si on observe une « *diminution du taux de chômage pour la troisième année consécutive* ».

2014 : 26,7 % > 2016 : 25,3 % > 2017 : 24,7 %

Il y est indiqué cependant que sur le dispositif Zones Franches Urbaines-Territoires entreprises (ZFU-TE), « *les emplois créés ne profitent guère aux habitants des quartiers prioritaires* ». Les contrats de ville « *cherchent à rendre les dispositifs de création et reprise d'entreprises plus accessibles aux habitants des quartiers en s'appuyant sur des associations d'aide aux entrepreneurs.* » Le statut de micro-entrepreneur est alors la forme juridique qui semble être mise en avant, avec bon nombre d'habitants qui « tentent de créer un projet sous ce statut, dans le but, au moins au départ, de créer leur emploi. » Les secteurs privilégiés sont ceux des petits commerces de détail (alimentaire, textile), des transports (taxis/VTC) et de l'entreposage. L'économie sociale et solidaire se développe également dans certains quartiers. « *Aujourd'hui, beaucoup tendent vers les mouvements sociaux. Vers l'humanisme. Vers l'économie sociale et solidaire. Et ça c'est une réalité. Ce qu'il n'y avait pas avant.*[2] »

Le dispositif des emplois francs, actuellement dans sa phase de lancement, n'a pas encore été évalué sur le plan quantitatif ou même qualitatif. Les difficultés scolaires des jeunes sont encore prégnantes mais on constate « *un rattrapage du niveau de diplôme et de l'insertion professionnelle pour les jeunes générations par rapport à leurs ainés.* »

La mixité sociale n'est toujours pas d'actualité car « *les entrants sont plus pauvres que les sortants,* les *quartiers prioritaires jouent donc un rôle d'accueil de populations en difficulté*. » La situation des habitants « *reste largement défavorable* ». *« Une pluralité de facteurs sont évoqués pour expliquer la persistance des problèmes sociaux dans ces quartiers : isolement social et stigmatisation des quartiers, distance physique aux emplois, inadéquation entre compétences offertes et demandées, discrimination en raison du lieu d'origine et de résidence, déficit de réseaux sociaux. »*

Différents dispositifs et « *mesures d'exception territoriale* » visent à redynamiser l'emploi en attirant les entrepreneurs par le biais de formules fiscales plus facilitantes et en mobilisant d'avantage les organismes d'insertion professionnelle. Cependant « *l'effet positif sur les habitants et l'emploi reste faible* ». « *La baisse du taux de chômage n'est, de plus, pas durable : les disparitions d'établissements augmentent progressivement à l'issue des cinq premières années d'exonération à taux plein.* »

En conclusion, « *la situation au regard de l'emploi est détériorée* » mais « *de nombreux signes indiquent une amélioration* ». Une « *analyse économétrique par l'Insee devrait permettre, dans les prochaines années, de pouvoir envisager une évaluation solide des effets de politiques sur ces quartiers prioritaires* ».

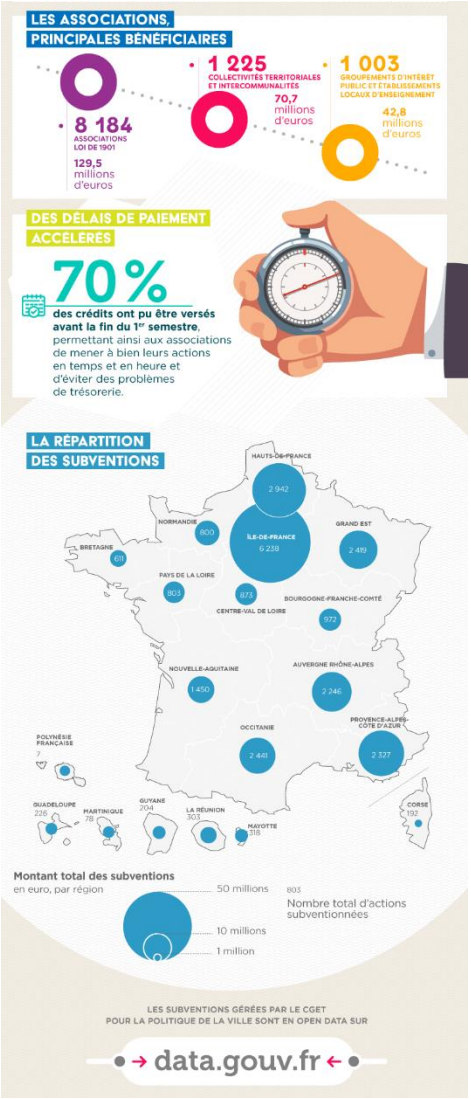
[1] Mas S., (RAPPORT ANNUEL CGET – ONPV 2018) *Emploi et développement économique dans les quartiers prioritaires : d'importantes difficultés subsistent mais un rééquilibrage semble à l'œuvre*. Consulté le 21/04/2019 à : https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/ra_onpv_2018_synthese_-_mode_cahier.pdf

[2] Propos de Kherfi L., Chef de projet Médiation Nomade, recueillis en entretien le 18/12/2019

En résumé

La politique de la ville concerne l'organisation de l'action publique dans les quartiers en grande précarité. Ils sont définis dans des unités urbaines d'un minimum de 10 000 habitants dont une proportion importante dispose d'un revenu médian très bas, considéré comme fragile. Ce zonage est intitulé la « géographie prioritaire ». Environ 5,5 millions de personnes qui vivent dans un peu plus de 1500 QPV (Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville).

L'instance en charge de mener à bien cette politique est le CGET. Il est rattaché au Ministère de la Cohésion des Territoires en relation avec les collectivités territoriales. Le Ministre actuel chargé de la ville et du logement est Monsieur Julien De Normandie.



Elle se met en application par le biais des « contrats de ville » qui réunissent les acteurs institutionnels mais aussi des représentants de la société civile, les « conseils de quartier », pour définir, conduire et évaluer les actions.

Les orientations sont axées sur trois thématiques :
> la cohésion sociale,
> le cadre de vie et le renouvellement urbain,
> le développement de l'activité économique et de l'emploi

<u>Elle intervient dans plusieurs domaines :</u>
Développement économique ; emploi et insertion professionnelle ; rénovation urbaine, transports et cadre de vie ; éducation ; prévention de la délinquance, justice et sécurité ; médiation sociale ; santé ; culture ; sport ; solidarité numérique…

1.1.3 Stains, le Clos Saint-Lazare et le Moulin-neuf

Historique de la Politique de la Ville sur la commune

1977	Opération Habitat et vie sociale (HVS) lancée sur le quartier du Clos Saint-Lazare
1984	Convention Développement social des quartiers (DSQ) pour le Clos Saint-Lazare (1984-88)
1989	Nouvelle convention DSQ pour le Clos Saint-Lazare (1989-93)
1994	Signature contrat de ville pour la période 1994-1998 avec pour quartiers prioritaires : Clos Saint-Lazare, Allende-Luret, Moulin-Neuf
1997	Moulin-Neuf, Clos Saint-Lazare et Allende sont en zone de redynamisation urbaine (ZRU)
2000	Convention cadre intercommunale au titre de la politique de la ville qui réunit : Aubervilliers, La Courneuve, Épinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse et Saint-Ouen (ville associée) pour la période 2000-2006
2001	Grand projet de ville (GPV) réunissant Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Stains Signature Contrat local de sécurité (CLS) intercommunal réunissant Pierrefitte et Stains
2002	Mise en place atelier santé-ville
2003	Clos Saint-Lazare et Allende retenus comme Zone franche urbaine (ZFU). Mise en place Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) le 18/01
2006	Convention de rénovation urbaine le 29 mai 2006 pour Moulin-Neuf, Clos Saint-Lazare, Cité-Jardins
2007	Mars : signature Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2009 Décembre : signature Contrat local de santé
2014	Contrat de développement territorial « *Territoire de la culture et de la création* » Contrat local de santé 2 (2013-2017) Quartiers concernés par la nouvelle géographie prioritaire : Centre élargi, Floréal-Saussaie-Allende (avec Saint-Denis) Nouveau programme national de renouvellement urbain 2014-2024 (Clos Saint-Lazare)
2015	Signature Contrat de ville de Plaine Commune

Source : Profession Banlieue / Centre de ressources de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis

Présidé par Mr Azzedine TAIBI, Maire élu « issu de la diversité », le Conseil Municipal est composé d'une liste de gauche (PCF, Front de Gauche, PS, Les Verts et société civile) qui représente une forte majorité (76%).

J'ai pu y rencontrer des membres de l'équipe municipale assez ouverts, dont Madame Zahia NEDJAR, Maire adjointe à l'action sociale, la solidarité et la politique de la ville, qui fut présente à chaque intervention sur le terrain. Tous très accessibles, issus des quartiers populaires de la ville et de ma génération, les échanges ont été assez détendus et très instructifs. J'ai été heureusement surpris de rencontrer autant de personnes ayant des origines issues de l'immigration, occuper des postes à hautes responsabilités dans la vie de la commune. Ils semblent assez impliqués, à l'image de leur Maire qui pour le coup est originaire d'Algérie et a effectué un long parcours dans l'Education Populaire, avant de s'engager en politique.
C'est une ville d'un peu moins de 40 000 habitants dont plus de la moitié vivent dans des logements sociaux. Un tiers de la population a moins de 20 ans.

	Stains	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France
Population	38 022	1 552 500	11 976 000
QPV	3	63	272
Population QPV	21 153	602 000	1 547 000
0-14 ans	25 %	22,6 %	19,7 %
15-59 ans	61,4 %	61,3 %	61,2 %
60-74 ans	9,1 %	10,8 %	12,4 %
Plus 75 ans	4,5 %	5,4 %	6,7 %
Population étrangère	25 %	22,8 %	13,4 %
Ménages fiscaux non imposés	60,4 %	46,9 %	31,6 %
Médiane du revenu	14 234 €	16 726 €	22 522 €
Taux de chômage 15-64 ans	22,2 %	18,9 %	12,6 %
15 ans et plus sans diplôme	49,5 %	40,2 %	27,2 %
15 ans et plus bacheliers	31,9 %	41,6 %	56,1 %

Source : Insee RP 2013 et 2014

Le Clos Saint-Lazare

C'est la plus grande cité de Stains. Quartier emblématique de la politique de la ville construit entre 1966 et 1970, il compte un peu moins de 12 000 habitants. Les programmes de rénovation urbaine ont totalement métamorphosé ce quartier auparavant très enclavé et théâtre de gros problèmes de trafic de stupéfiants et de violences à mains armées. De nettes améliorations au niveau du cadre de vie ont participé à le rendre plus agréable à vivre.

De grosses opérations policières ont permis d'enrayer la prolifération de points de ventes dans les entrées des bâtiments. Il est surnommé le « *Klossovo* » par les jeunes du quartier.

Le Moulin-Neuf

C'est un petit quartier excentré. L'éloignement par rapport à beaucoup de structures institutionnelles et l'état de délabrement important ont eu pour conséquence de donner aux habitants le sentiment d'être isolés durant de nombreuses années. Ici aussi, la rénovation urbaine après sa reprise en 2000 par le bailleur social « *3F* » a participé fortement à rendre les conditions de vie plus agréables et à réduire ce sentiment d'avoir été mis à l'écart. Des barres d'immeubles ont été détruites et des axes ont été réalisés pour désenclaver le quartier. Des équipements (jeux, sports et commerces) ont été implantés.

Selon Thierry Laverne, paysagiste-urbaniste impliqué sur ce projet :
« Les résultats de l'opération de renouvellement urbain sont tangibles. Le quartier était dans un état d'abandon, de détresse profonde. Nous avons créé de nouvelles voies pour le relier au reste de la ville et remis de la ville dans le quartier.[1] *»*

[1] Le Moniteur, (14/12/2016). *Stains : Une véritable renaissance pour la cité du Moulin-Neuf*. Consulté le 23/04/2019 à : https://www.lemoniteur.fr/article/stains-une-veritable-renaissance-pour-la-cite-du-moulin-neuf.1271674

1.1.4 Aubervilliers, la Villette – Quatre Chemins et la Maladrerie

Historique de la Politique de la Ville sur la commune

1994	Signature contrat de ville pour la période 1994-1998 Quartiers Villette / Quatre-chemins et Landy, jugés prioritaires
1995	Signature GPU qui réunit La Courneuve, Aubervilliers et Saint-Denis Villette / Quatre-Chemins (intercommunalité avec Pantin) et Landy (intercommunalité avec Saint-Denis) classés en ZUS
1997	Mise en place du service vie des quartiers La ville est divisée en 12 quartiers animés chacun par deux élus et un coordonnateur
1999	Signature Contrat local de sécurité Signature charte pour l'environnement avec Saint-Denis
2000	Convention cadre intercommunale au titre de la politique de la ville qui réunit : Aubervilliers, La Courneuve, Épinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse et Saint-Ouen (ville associée) pour la période 2000-2006
2001	Signature Grand projet de ville (GPV) 2001-2006 réunissant : Aubervilliers, Saint-Denis et La Courneuve Mise en place atelier santé-ville
2003	Mise en place Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD)
2007	Signature Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2009 et Contrat de cohésion sociale et urbaine Plaine Commune (2007-2009)
2008	Convention partenariale 2006-2011 pour mise en œuvre du Projet de rénovation urbaine Quartier Villette Quatre-Chemins (PRU 1)
2011	Mise en place gestion urbaine de proximité
2012	Contrat local de santé de préfiguration Contrat urbain de cohésion sociale communautaire Mise en place de l'Agenda 21 Création zone de sécurité prioritaire sur Aubervilliers - Pantin (Axe Villette, Quatre chemins, rue de la République, centre-ville)
2014	Contrat de développement territorial « *Territoire de la culture et de la création* » Quartiers concernés par la nouvelle géographie prioritaire : Villette-Quatre Chemins ; Vallès-La Frette ; Landy-Plaine-Marcreux-Pressensé ; Maladrerie-Émile Dubois ; Robespierre-Cochennec-Péri ; Paul Bert (nouveau) ; Centre-ville-Victor Hugo (nouveau) ; Firmin Gémier-Carnot-République Quartiers concernés par le Nouveau programme national de renouvellement urbain (2014-2024) : La Villette-Quatre chemins et Maladrerie-Émile Dubois
2015	Signature du Contrat local de santé 2 (2014-2017) Signature du Contrat de ville de Plaine Commune
2019	La Villette-Quatre chemins fait partie des 17 quartiers de reconquête républicaine (QRR)

Source : Profession Banlieue / Centre de ressources de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis

Mériem Derkaoui, Maire de cette ville et originaire d'Algérie, est à la tête d'une majorité municipale communiste (PCF). Elle est également Vice-Présidente du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.
Cette grande ville d'un peu plus de 85 000 habitants connait une forte densité de population au km^2 avec de vrais problèmes liés au logement indigne. Plus de 85% vivent en QPV. Elle dispose d'un « observatoire de la société locale » qui permet d'avoir accès à bon nombre d'informations utiles sur les données socioéconomiques.
On constate sur le tableau ci-dessous que plus de 10 % des habitants en QPV du département vivent à Aubervilliers et qu'il y a une forte part de population étrangère (plus d'un habitant sur trois).
Troisième ville du département en termes de population, elle fait partie des cinq grandes communes de plus de 20 000 habitants au XIXème siècle (avec Saint-Denis, Saint-Ouen, Montreuil, et Pantin).

	Stains	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France
Population	80 273	1 552 500	11 976 000
QPV	2	63	272
Population QPV	**68 893**	**602 000**	1 547 000
0-14 ans	22,1 %	22,6 %	19,7 %
15-59 ans	64,5 %	61,3 %	61,2 %
60-74 ans	9,3 %	10,8 %	12,4 %
Plus 75 ans	4,1 %	5,4 %	6,7 %
Population étrangère	**36,6 %**	22,8 %	13,4 %
Ménages fiscaux non imposés	63,1 %	46,9 %	31,6 %
Médiane du revenu	13 061 €	16 726 €	22 522 €
Taux de chômage 15-64 ans	23,8 %	18,9 %	12,6 %
15 ans et plus sans diplôme	**49,9 %**	40,2 %	27,2 %
15 ans et plus bacheliers	34,3 %	41,6 %	56,1 %

Source : Insee RP 2013 et 2014

Villette/Quatre-Chemins

Ce quartier est un des deux plus grands quartiers de la ville et sa densité urbaine est la plus importante. Il compte un peu moins de 12 000 habitants dont près de la moitié sont étrangers (47%). C'est le plus pauvre de la ville au vu du nombre d'habitants qui vivent sous le seuil de pauvreté. On y trouve la plus forte proportion du nombre de chômeurs.

La Maladrerie

Ce quartier est très original de par son architecture. Il s'agit d'une prouesse technique dont la nature est qu'il n'y a pas deux appartements identiques dans tout le parc locatif. Environ 9000 habitants y vivent avec une population très importante d'enfants et d'adolescents. C'est aussi un quartier pauvre avec 46% de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

1.1.5 Aulnay-Sous-Bois, la cité de l'Europe

Historique de la Politique de la Ville sur la commune

1979	Classement HVS (Habitat et vie sociale) du quartier de la Rose des Vents
1984	Le programme « Îlot sensible » remplace le classement HVS sur la Rose des Vents
1989	Signature convention Développement social des quartiers (DSQ) pour la cité Emmaüs (1989-1993)
1993	Signature Grand projet urbain (GPU) concernant les quartiers Nord : la Rose des Vents, Jupiter, les Merisiers, les Étangs
1994	Contrat de ville signé pour la période 1994-98 / Objectif : Intensifier les efforts en direction des quartiers Nord
1996	Quartiers Nord retenus par la Commission européenne comme site bénéficiaire du PIC URBAN / Objectif : Développement économique et emploi Quartiers Nord classés en ZRU (Zone de redynamisation urbaine)
2000	Convention cadre intercommunale pour la période 2000-2006 qui réunit : Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Dugny et Sevran
2001	Signature Grand projet de ville (GPV) réunissant Aulnay-sous-Bois et Sevran
2002	Mise en place atelier santé-ville
2003	Signature Contrat local de sécurité (CLS) Mise en place Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) Quartiers de La Rose-des-vents, Cité Emmaüs, Les Merisiers, Les Étangs retenus comme Zone franche urbaine (ZFU) Décembre : fin du GPV intercommunal Aulnay-sous-Bois / Sevran Création du GIP pour le Projet de renouvellement urbain
2004	Programme de rénovation urbaine (PRU) sur les quartiers Nord (Les Étangs, Les Merisiers et La Rose-des-Vents)
2007	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2009 (intégration Gros Saule et Mitry-Ambourget)
2010	Signature convention de gestion urbaine de proximité
2011	Signature du Contrat local de santé de préfiguration
2012	Signature du l'accord cadre du CDT Est Seine-Saint-Denis
2014	Quartiers concernés par la nouvelle géographie prioritaire : Rose des Vents ; Étangs-Merisiers ; Cité de l'Europe ; Balagny ; Mitry-Ambourget et Gros Saule Le quartier de Chanteloup devient « quartier de veille »
2015	Signature du volet stratégique du contrat de ville Signature du contrat unique de la ville d'Aulnay-sous-Bois
2018	Expérimentation police de sécurité du quotidien sur Gros Saule et Beaudottes (Sevran)

Source : Profession Banlieue / Centre de ressources de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis

Le Maire Bruno Beschizza est un ancien policier spécialisé dans les questions de sécurité intérieure. Membre du parti Les Républicains, il dirige une majorité (62,5%) qui réunit plusieurs représentants des partis locaux de droite et du centre. La commune compte un peu moins de 85 000 habitants. La quasi-totalité des quartiers populaires sont situés au nord de la ville. Ils représentent environ 11% du territoire communal et accueillent près de la moitié des Aulnaysiens. Aujourd'hui quatrième ville du département en termes de population, elle ne comptait que 1300 habitants en 1891. Elle a connu de très fortes vagues d'entrants (1920-1930, 1950-1990) avant de se stabiliser à la fin du XXème siècle.

	Aulnay	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France
Population	82 314	1 552 500	11 976 000
QPV	5	63	272
Population QPV	34 754	602 000	1 547 000
0-14 ans	23,4 %	22,6 %	19,7 %
15-59 ans	59 %	61,3 %	61,2 %
60-74 ans	11,4 %	10,8 %	12,4 %
Plus 75 ans	6,3 %	5,4 %	6,7 %
Population étrangère	20,9 %	22,8 %	13,4 %
Ménages fiscaux non imposés	47,1 %	46,9 %	31,6 %
Médiane du revenu	17 036 €	16 726 €	22 522 €
Taux de chômage 15-64 ans	19,7 %	18,9 %	12,6 %
15 ans et plus sans diplôme	42,8 %	40,2 %	27,2 %
15 ans et plus bacheliers	37,8 %	41,6 %	56,1 %

Source : Insee RP 2013 et 2014

Cité de l'Europe

Plus connu sous le nom de « Cité Emmaüs » du nom du bailleur social, c'est un petit quartier d'environ 3000 habitants. Le taux de chômage y est assez élevé comme dans bon nombre de quartiers populaires. Nous avons pu y découvrir un tissu associatif extrêmement actif et très militant. Les initiatives locales autour du centre social et de la régie de quartier qui nous ont accueillis sont très efficaces. C'est un quartier qui « s'autorégule » dans un jeu politique avec la municipalité pas toujours simple.

Le faible nombre d'électeurs et le transfert de responsabilités de la Mairie vers le bailleur social font de ce territoire une zone aux faibles intérêts politiques.

1.2 Des médiateurs itinérants

1.2.1 Le cadre associatif

Je suis intervenu sur ces cinq quartiers prioritaires dans le cadre de mon stage pratique, au sein de l'association Médiation Nomade.

Le statut légal de cette structure est celui régit par la loi 1901 qui reconnait à tout citoyen la liberté de se constituer en association, afin de suivre un but quelconque, tant que ce dernier respecte le cadre des lois en vigueur. Ce texte a été instauré à l'initiative de Monsieur Waldeck-Rousseau en 1899, alors Président du Conseil et Ministre de l'intérieur et des cultes, dans un contexte où l'association de personnes était soumise à un régime assez contraignant. Tout regroupement de plus de 20 personnes devait obtenir l'agrément du gouvernement pour pouvoir être reconnu depuis 1810. Auparavant, dans un contexte de révolution, la loi Le Chapelier, promulguée en 1791 interdisait toute forme de regroupement pour prévenir d'éventuels troubles dans le pays. Celle-ci sera abrogée par la loi du 1er juillet 1901 et qui donnera la possibilité aux Français de se réunir librement autour d'objectifs communs.

Il suffit à deux personnes ou plus de se déclarer auprès de la Préfecture pour exister juridiquement. La démarche consiste à déclarer au moins deux membres responsables chargés de l'administration par le biais de la rédaction et transmission d'un procès-verbal, de statuts précisant la nature de l'association et de s'inscrire au journal officiel. A partir de ce moment, une vie associative peut voir le jour avec la mise en place d'actions, l'obtention de subventions, une gestion budgétaire dont le seul impératif est de ne pas avoir de but lucratif.

Ce statut juridique est largement plébiscité et on compte environ **1,3 millions d'associations actives en France et 70 000 qui se créent chaque année**. Les domaines d'interventions sont très variés.

12, millions de bénévoles interviennent dans le milieu associatif
23 millions de personnes âgées de plus de 14 ans sont membres d'une association
1,8 million d'emplois dont 1,5 millions en Temps Plein
Le secteur sanitaire et social est le principal « employeur » avec 920 000 salariés
Le secteur culturel regroupe 60 000 salariés
Le secteur sportif totalise 81 000 salariés
70 % des emplois associatifs sont occupés par des femmes

Les associations ayant les budgets les plus élevés sont celles du **secteur sanitaire et social** avec un budget moyen de 200 000 €. Ce sont aussi celles qui ont le plus de salariés. Leurs tailles varient également (très petites associations, fédérations…).

Les modes de financements sont aussi très divers, allant des simples adhésions des membres, aux financements institutionnels comme dans le cas de la politique de la Ville précitée. Des campagnes de dons, des opérations génératrices de moyens financiers ou des mécénats peuvent participer au fonctionnement des structures. *« L'évolution du financement des associations au cours des dernières années est marquée par un engagement croissant des collectivités publiques. »*

Sources : https://www.associations.gouv.fr/les-associations-en-france.html

1.2.2 La prévention de la délinquance

L'association Médiation Nomade intervient dans le champ de la prévention de la délinquance. Son action s'inscrit dans les politiques publiques visant à réduire le sentiment d'insécurité dans notre société. La prise en compte de ce sujet au niveau national trouve ses origines dans une augmentation des actes de délinquance à la fin des « trente glorieuses ». La question de la sécurité est alors devenue un enjeu politique qui a entrainé la mise en place de mesures par les différents gouvernements.

S'agissant de prévenir la délinquance, en l'occurrence « *l'ensemble des infractions commises en un temps et en un lieu donné* » (Définition Larousse), deux approches sont privilégiées. La répression et la prévention. Ce deuxième axe est matérialisé par des actions de terrain qui se divisent en trois sous-catégories de préventions[1] :

- Primaire : Elle concerne tous les publics susceptibles de commettre des infractions
- Secondaire : Elle cible ceux qui présentent des risques d'engagement dans la délinquance
- Tertiaire : Elle s'adresse aux personnes ayant déjà posé des actes délinquants

Au niveau national, le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) met en place une stratégie nationale de prévention de la délinquance. La dernière en date a été établie pour la période 2013-2017 et la nouvelle concernera la période 2019-2024. Le retard de calendrier a suscité quelques réactions : *« Annoncée pour l'été, puis pour l'hiver 2018, la future stratégie nationale de prévention de la délinquance ne figure toujours pas à l'agenda du gouvernement. Au ministère de l'Intérieur, personne ne l'évoque, alors même que la précédente stratégie a expiré il y a plus d'un an. « Nous n'avons plus aucune vision, plus aucune ligne directrice concernant la prévention de la délinquance », s'agace Paul Quin, adjoint (UDI) au maire de Mulhouse, chargé de la sécurité, et vice-président du Forum français pour la sécurité urbaine. »*[2]

La coordination des actions est gérée sur le terrain par le biais des conseils locaux de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR) dont les Maires des communes sont les pilotes. Ces instances réunissent différents acteurs institutionnels concernés par la tranquillité publique et la sécurité des citoyens (Etat, justice, police, éducation...). Certains élus et acteurs de terrain remettent en question l'efficacité de ces organes. Bernard Reynès, député des Bouches-du-Rhône affirme en l'occurrence que *« les CLSPD sont des structures nécessaires pour se rencontrer et ouvrir le dialogue entre partenaires, mais elles sont insuffisamment opérationnelles. Nous avons besoin d'outils à la disposition des maires qui entrent dans leur culture du terrain et qui permettent d'apporter des réponses rapides et efficientes.* »[3]

Les moyens financiers pour sa mise en œuvre sont accordés par le fond interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). Ils participent ainsi à améliorer les conditions de vie dans les quartiers populaires, en combattant la délinquance. C'est un des organismes financeurs pour l'association Médiation Nomade dans le cadre de son action de prévention.

---

[1] Kherfi Y., (2018, novembre). *Cours théorique sur la prévention de la délinquance*. Université de Nanterre.

[2] Jouanneau H., (2019), « *Où est passée la prévention de la délinquance ?* », Consulté le 23/04/2019 à : https://www.lagazettedescommunes.com/605506/ou-est-passee-la-prevention-de-la-delinquance/

[3] Jouanneau H., (2019), « *La prévention de la délinquance a besoin d'un lifting* », Consulté le 23/04/2019 à : https://www.lagazettedescommunes.com/567669/la-prevention-de-la-delinquance-a-besoin-dun-lifting/

1.2.3 La promotion du lien social

Médiation pénale, familiale, scolaire, locale, sociale, interculturelle… Médiation Nomade !

Le métier de médiateur est apparu dans les années 1980 avec une professionnalisation progressive. Il couvre plusieurs champs d'intervention et comme son nom l'indique, il consiste à « *servir d'intermédiaire, en particulier dans la communication* » (Définition Larousse) entre différentes parties.
Porté essentiellement sur la facilitation des rapports entre individus, groupes sociaux et autres entités (administrations par exemple) et sur la gestion de conflits, cette fonction requiert sur le plan de la technicité : *« la capacité d'écoute de discours individuels ou collectifs discordants, l'aptitude au déchiffrement d'argumentations dissonantes ou opaques, celle d'élaborer des diagnostics sur une configuration relationnelle conflictuelle, celle de faciliter la compréhension globale des éléments pertinents de la situation et des enjeux de la confrontation, enfin celle de formuler des propositions consensuelles, susceptibles d'acquérir la qualité de solutions alternatives aux problèmes considérés. »*[1]

Depuis décembre 2016, la médiation sociale dispose d'une norme Afnor. Cette norme donne la possibilité aux structures volontaires d'obtenir une certification offrant des points de repères pour guider la pratique professionnelle et garantir la qualité de prestations aux commanditaires (collectivités territoriales, organismes de transports, bailleurs sociaux…). Cette étape importante dans la reconnaissance des métiers de la médiation sociale a été impulsée par le CGET, le secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR) et l'Association française de normalisation (Afnor).

Source : https://www.cget.gouv.fr/mediation-sociale-adultes-relais

L'association Médiation Nomade va à la rencontre des jeunes, la nuit dans les quartiers prioritaires. A la rencontre aussi des acteurs de terrain, des habitants, des familles, des enfants, des décideurs politiques, en instaurant des espaces de parole conviviaux où l'ensemble de ses personnes peuvent échanger, s'exprimer, entrer en conflit autour d'un verre de thé.

[1] Tapia C., « La médiation : aspects théoriques et foisonnement de pratiques », *Connexions*, 2010/1 (n° 93), p. 11-22. Consulté le 23/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-connexions-2010-1-page-11.htm

1.2.4 L'association Médiation Nomade ; trajets, directions et rencontres

Cette structure parcourt depuis 6 ans les quartiers populaires pour y créer du lien social. Son mode d'intervention consiste à aller à la rencontre des habitants en pieds d'immeubles, sur la tranche horaire du 19h-minuit. Elle dispose de camions colorés et équipés d'un matériel qui permet d'installer des espaces de discussion conviviaux où se rencontrent jeunes, habitants et acteurs sociaux impliqués sur les quartiers. C'est une action, comme son nom l'indique, de médiation itinérante, de prévention et de sensibilisation des partenaires sociaux vers la nécessité d'envisager la nuit comme un temps éducatif à part entière, qu'il ne faut surtout pas délaisser. Le risque étant de laisser une jeunesse présente à ces heures, livrée à elle-même.

De 2012 à 2018, 268 soirées ont été réalisées sur 50 villes du territoire national dont 65 quartiers populaires. Financée essentiellement par des fonds publics et des subventions attribuées par des fondations, elle compte dans son réseau de partenaires bon nombre d'institutions gouvernementales et associatives.

Elle est présidée par Mr Edouard Zambeaux, journaliste, et par un Conseil d'Administration composé de 11 personnes impliquées et qualifiées autour des questions de société. Ils et elles sont directeurs de projets et entrepreneurs sociaux, fonctionnaires, ingénieurs, formateurs, sociologues, politiciens, fondateurs d'associations. L'équipe est composée de 3 salariés : Yazid KHERFI (Directeur et fondateur de l'association), Lakdar KHERFI (Chef de projet) et Catherine ROSSIGNOL (Comptable).

Leur action se déroule en trois temps :
1 : « ***Aller vers*** » en s'installant dans chaque quartier durant quatre soirées pour échanger avec jeunes et acteurs
2 : « ***Faire savoir*** » en organisant un forum (régional ou national) intitulé « *La nuit nous appartient* » pour analyser et partager les retombées des actions
3 : « ***L'essaimage*** » pour transmettre l'outil en formant et en accompagnant les acteurs qui souhaitent pérenniser ce concept en autonomie

Leur projet est innovant et répond à un besoin. Ils comblent un vide dans le sens où peu d'actions sont développées sur ce créneau et en direction de ce public. Public qui, selon un délégué du Préfet[1], est le « *plus difficile, le plus difficile à toucher et celui pour lequel on a le moins de proposition de projets* ». Il évoquera même une « *pauvreté collective de notre action envers cette jeunesse* » illustrée par une « *chute des actions jeunes* » dans le cadre des demandes de subventions déposées au FIPD.

[1] Propos recueillis lors d'une réunion de travail en novembre 2019

1.3 Les « nuits du 93 »

1.3.1 Une idée lumineuse

J'ai été affecté à l'opération « *Nuits 93* » mise en œuvre par l'association en partenariat avec le Préfet de région, le CGET et la Préfecture de Seine-Saint-Denis. Ce dispositif consiste à effectuer 20 « médiations nomades » sur 5 villes du département : Aubervilliers, Stains, Aulnay-Sous-Bois, Saint-Denis et Sevran, à raison de 4 soirées par commune.

L'objectif est de terminer cette action par un Forum départemental intitulé « *La nuit nous appartient* ». Cet événement doit réunir l'ensemble des partenaires impliqués et les habitants (jeunes et moins jeunes) pour envisager la question d'une pérennisation sur le territoire. L'idée mise en avant est de mettre en place un camion départemental qui fonctionnerait en itinérance sur le département tout au long de l'année.

La pérennisation du projet étant soumise à sa prise en charge par une « *entité associative ou institutionnelle, candidate sur le 93* » ainsi qu'à l'implication d'un « *pilote-animateur, formé par Yazid Kherfi* »[1].

Pour chaque ville, l'association Médiation Nomade encourage les partenaires à se réunir sous la forme d'un groupe de travail intitulé le « CLAN » (Comité Local d'Accueil Nocturne). C'est à cette instance qu'il revient, par la suite, de se positionner sur la question d'intervenir sur ces tranches horaires et de porter le projet dans sa continuité.

L'échéancier initial prévoyait un achat de véhicule en septembre 2018, la réalisation des 20 soirées d'octobre à décembre 2018 puis l'organisation d'un forum départemental (pris en charge financièrement par une ville d'accueil volontaire) début 2019.

Les partenaires impliqués sur cette action sont la Préfecture de Seine-Saint-Denis, le CGET, le CIPDR, le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, le Comité National de Liaison des Acteurs de la Prévention Spécialisée (CNLAPS) et la fondation Transdev. Les villes qui accueillent l'opération participent financièrement à sa mise en œuvre, dans la mobilisation des acteurs et dans l'organisation logistique des soirées.

[1] Dossier de présentation de l'opération « Nuits 93 ». Médiation Nomade (Octobre 2018)

1.3.2 Des zones d'ombre

L'évolution de notre société tend à favoriser la participation, l'implication, « *l'empowerment* » des personnes concernées et visées par les diverses initiatives socioéducatives. Les actions en partenariat nécessitent de mettre en avant leur dynamique fondée sur une démarche consultative de l'ensemble des acteurs.

Ce projet en l'occurrence, est arrivé dans les mains des services municipaux déjà construit, porté par une association reconnue mais tout de même externe aux modes de fonctionnement locaux, soutenu par l'Etat, en l'occurrence la Préfecture et « plébiscité » par les maires. On pourrait se permettre de donner une image de mairies prises en « sandwich » pour illustrer un peu la situation.

Cela a entrainé quelques difficultés. Sur le plan de la logistique et de la temporalité, le projet a bousculé quelque peu les agendas municipaux et contraints les services à une certaine réactivité pas toujours évidente. Il y a donc eu beaucoup de décalages et de difficultés pour l'ensemble des coordinateurs à le mettre en œuvre. Sur la nature des interventions, j'ai observé des divergences de compréhension et de « lecture » du projet par les acteurs locaux, qui n'ont, semble-t-il, pas réussi à formuler des attentes ni à s'approprier pleinement l'outil avant sa réalisation. Sur deux communes (Saint-Denis et Sevran), les municipalités n'ont finalement pas voulu « *prendre de risques ni de responsabilités* » au vu de situations « *assez tendues par rapport au trafic de drogue* » sur les quartiers ciblés par le projet[1]. Un report en 2019 a été envisagé.

L'absence parfois d'un « pilote rassurant » a peut-être pu provoquer quelques réserves. Yazid Kherfi, dont le parcours et la personnalité correspond en tous points aux attentes des institutions pour le message à faire passer aux jeunes, n'est intervenu qu'une nuit par ville.

1.3.3 Un projet au grand jour

Malgré les difficultés, qui sont indissociables à tout projet, l'opération « Nuits 93 » a vu le jour. L'implication active du chef de projet et des membres de l'association Médiation Nomade, le soutien de l'Etat, la mobilisation des acteurs de terrain et la présence d'un « pilote-stagiaire » ont permis de réaliser douze interventions sur trois villes (Aubervilliers, Aulnay-Sous-Bois et Stains).

De nombreux jeunes, « travailleurs de jeunesse[2] », bénévoles, étudiants et élus se sont retrouvés sur les quartiers prioritaires de ces communes pour échanger. Plusieurs réunions de travail pour définir, préparer et analyser les soirées ont été organisées. De nombreux articles de presse ont été produits, avec des impacts plus ou moins positifs pour le projet.

Un premier bilan écrit est disponible sur le site[3] de l'association et le forum départemental « *La nuit nous appartient* » est en préparation.

---

[1] Propos recueillis en réunion, le 5 novembre 2019

[2] Cortéséro R., « Empowerment, travail de jeunesse et quartiers populaires : vers un nouveau paradigme ? », *Recherche sociale*, 2014/1 (N° 209), p. 46-61. Consulté le 08/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-recherche-sociale-2014-1-page-46.htm

[3] Bilan Opération « nuits 93 », Médiation Nomade (Février 2019), Consulté le 22/04/2019 à : http://www.mediationnomade.fr/wp-content/uploads/2019/03/Op%C3%A9ration-Nuits-93-r%C3%A9alis%C3%A9-au-27-f%C3%A9rvrier-2019.pdf

2/ Feuilles de route

2.1 Ce que nous indiquent les écrits

2.1.1 Une lecture des Terrains Sensibles

L'acquisition d'une culture théorique approfondie peut se faire grâce à un parcours académique conséquent. Pour nous, adultes issus du milieu professionnel et en reprise (voire en découverte) d'études, c'est d'autant plus intéressant.

Même si l'exercice de lecture nécessite beaucoup de temps, qu'il s'agisse d'un survol des textes, d'une lecture classique, d'une lecture appliquée ou encore d'une étude de texte plus fine, il demeure néanmoins indispensable pour envisager une meilleure compréhension des sujets abordés, des situations observées. L'approche théorique participe avant tout à l'enrichissement personnel.

Il est bien évident qu'en première année de Master, on ne peut espérer avoir une vision globale du sujet. L'année universitaire est assez courte, les devoirs à rendre nombreux, les disponibilités physiques, intellectuelles et même matérielles limitées. Cette première année de Master m'a permis d'élaborer une ébauche de référentiel scientifique à consolider. Il est impossible d'identifier les auteurs de référence selon les disciplines et thématiques de prédilection, de connaitre les divergences d'opinion, d'analyser les œuvres et les parcours dans leur globalité et en détails. La mobilisation pertinente des concepts clefs et des citations phares est une compétence à part entière pour la personne qui souhaite développer une approche scientifique. En ce qui me concerne, cette année universitaire m'a surtout permis d'approfondir mes connaissances dans le domaine des sciences sociales et de reprendre une activité de lecture plus poussée sur ces thématiques.

Les indications de lecture par mes professeurs vers des ouvrages, auteurs, sites de référence et les échanges avec mes camarades de promotion m'ont permis d'exploiter beaucoup d'informations en lien avec ma recherche, et qui contribueront sans aucun doute à une meilleure approche professionnelle de mon métier d'intervenant social.

De manière générale, les auteurs des livres que j'ai acquis et découvert cette année ont une approche que je qualifierai de contestataire. Sur la majorité des contenus, une remise en question de l'action gouvernementale sur la prise en compte des quartiers populaires est formulée (*D. Duprez, M. Kokoreff, D. Lapeyronnie, V. Bordes, A. Vulbeau*). Les territoires et les populations qu'ils observent sont clairement dans une situation de « *ségrégation sociale* ». Leurs écrits reflètent ces fractures avec plus ou moins de pessimisme. Le rôle des pouvoir publics y est central et la place de la société civile souvent décrite comme reléguée et déconsidérée par l'institution. L'approche scientifique m'apparait alors comme un vecteur d'expression de ce que vivent les habitants des quartiers populaires. Je m'interroge sur les finalités de ces ouvrages et la façon dont nous pouvons nous les approprier dans nos pratiques professionnelles.

Les ouvrages sélectionnés

Repris de justesse - Y. Kherfi, V. Le Goaziou (La découverte, 2000)
Les mondes de la drogue - D. Duprez, M. Kokoreff (Odile Jacob, 2000)
L'alternative jeunesse - V. Bordes et A. Vulbeau (Editions de l'Atelier, 2004)
Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui - D. Lapeyronnie (Laffont, 2008)
Refaire la cité. L'avenir des banlieues - M. Kokoreff, D. Lapeyronnie (Seuil, République des idées, 2013)

Concernant les articles consultés en ligne, la grande « flexibilité » d'internet donne accès à des contenus très diversifiés et rend difficile tout « cadrage » de la recherche. J'ai donc pioché ci et là plusieurs articles sur des sujets très variés pour enrichir mes méditations, élargir mon champ de vision et alimenter ma culture générale sur les approches sociologiques de la jeunesse des quartiers populaires. Plusieurs documents que j'ai lus (*L. Mucchielli, M. Mohammed, T. Sauvadet, S. Aquatias*) m'ont donné le sentiment que les jeunes (qui se sociabilisent en groupe de pairs et se retrouvent sur l'espace public) sont analysés en tant qu'objet social déviant dans l'ensemble, de par leurs attitudes et les actes assez violents qu'ils peuvent poser dans leurs interactions. Il n'est pas question pour moi de contredire ni de remettre en question le travail de ces chercheurs mais plutôt d'exprimer une difficulté que je rencontre à lire certaines de leurs observations. Ces êtres humains avec lesquels je travaille depuis plusieurs décennies sont définis comme des sujets d'études. J'ai ressenti, lors de ma lecture de cette formulation technicienne de leurs comportements, une forme de « déshumanisation » des individus.

Leur violence et leur déviance sont certaines. La complexité de leur prise en charge aussi. Il me faut donc analyser plus en profondeur l'œuvre de ses auteurs et ne pas m'arrêter sur ces quelques articles pour mieux comprendre leur démarche et pouvoir me l'approprier.

2.1.2 Regards sur des comportements humains

Les cinq livres se rejoignent sur le sujet de la relégation sociale ressentie par les habitants des quartiers populaires. Ceci revient de manière systématique dans les propose de chacun des auteurs. Les quatre principaux déterminismes sociaux, communs à tous les territoires, qui sont identifiés comme facteurs de nombreuses situations complexes sont les suivants :

> Une précarité omniprésente en décalage avec un monde « extérieur » au quartier, qui renvoie une image de richesse éloignée, quasi-inaccessible mais naturellement désirée. Des mécanismes et tentatives de réduction des écarts par les habitants socialement défavorisés sont analysés.

> Un rapport et un accès aux enseignements scolaires de base complexe, qui ne permet pas d'accéder à des situations professionnelles reconnues comme symboles de réussites sociales.

> Une relégation géographique avec des modes de regroupement de populations qui laissent apparaitre des formes de « ghettoïsations raciales ». Celle-ci est bien souvent perçue comme une situation de rejet par « l'autre ».

> Un rapport à « l'autre », désignant ici tout ce qui est externe au quartier, marqué par l'expression de la différence, de l'opposition dans certains cas. Cette « barrière sociale » est clairement tracée entre les quartiers populaires et les autres territoires français. Fruit de l'imaginaire ou d'une histoire en tensions qui serait à l'origine de cette construction d'inégalités.

« Repris de justesse », « *Les mondes de la drogue »* et « *Ghetto urbain »* mettent l'accent sur les parcours de délinquance favorisés par ces contextes. « *Refaire la cité »* et « *L'Alternative jeunesse »* se focalisent davantage sur la non-implication (volontaire ou imposée) des jeunes en politique.

Concernant le rôle des acteurs impliqués sur le terrain pour prendre en charge ces populations (politique, justice, sécurité, médicosocial), hormis dans « *Ghetto urbain »* où leur implication est peu détaillée, les quatre autres ouvrages se retrouvent sur les difficultés rencontrées pour trouver des solutions aux problèmes identifiés. Tous prennent le parti d'interroger les pouvoirs publics sur leurs responsabilités communes et sur la pertinence des modes d'accompagnement privilégiés.

L'alternative jeunesse - V. Bordes et A. Vulbeau (Editions de l'Atelier, 2004)

Après une intéressante définition de ce qu'est le public jeune, de ce à quoi correspond le terme « *jeune* », les auteurs de cette recherche analysent l'image de cette partie de la population dans l'inconscient général pour ensuite évoquer sa sensible prise en compte par les pouvoirs publics. Une prise en compte marquée par une certaine distance et une certaine méfiance de la part des adultes.
Le rapport au politique dans les quartiers populaires y est évoqué pour ensuite être examiné au prisme de ces jeunes qui ont « mis un pied » dans l'exercice de la politique, par le biais des Conseils Municipaux de la Jeunesse. Les enjeux du partage de pouvoir et de la diversité sociale sont au cœur du sujet.

Refaire la cité. L'avenir des banlieues - M. Kokoreff, D. Lapeyronnie (Seuil, République des idées, 2013)

Ces deux auteurs semblent bien connus des théoriciens des quartiers populaires. Leur discours engagé, militant, bouleverse et par moments interpelle, par la force de leurs affirmations dénonciatrices, les responsabilités de certaines parties. Il y est dressé un état des lieux sur les quartiers populaires et leurs différentes évolutions, des manifestations de la misère et des perspectives d'avenir envisageables. La question de l'action politique des élites et des habitants des quartiers y est centrale.

Repris de justesse - Yazid Kherfi, Véronique Le Goaziou (La découverte, 2000)

En contraste avec les autres livres que j'ai lus, celui-ci est centré sur la parole et le témoignage d'une personne qui raconte sa violence vécue. C'est le propre parcours de Yazid Kherfi décrit dans ce livre, sans touche scientifique particulière. Paradoxalement, le format de récit de vie peut tout autant alimenter des réflexions qui aident à mieux comprendre les phénomènes de délinquance et le sentiment d'exclusion. On peut se rendre compte, à la lecture de cet ouvrage, que des personnes qui adoptent des comportements et font (où reproduisent de manière plus ou moins contrôlée) des choix de vie déviants, ne sont peut-être pas tellement de l'autre côté d'une barrière sociétale. Ils ne constituent pas seulement des personnes/phénomènes observables comme j'ai pu le ressentir au cours de la lecture des autres ouvrages que j'ai sélectionnés.
Je trouve que certaines approches trop théoriciennes peuvent nous faire perdre le fil de ce que nous observons et de ceux avec qui nous travaillons, des humains comme nous. Cette barrière qui sépare les « *exclus* » de « *ceux qui excluent* » est très fine et l'écriture peut facilement faire basculer dans un des deux côtés, à défaut de réunir tout le monde au même endroit.
Le propos de Véronique Le Goaziou en fin de livre est poignant à ce sujet : *« A chacune de mes missions dans les quartiers ou les cités, ou ailleurs, je ne peux m'empêcher de me poser la question de savoir comment je me comporterais, comment j'agirais, si j'avais à vivre là plus longtemps. Car si le métier que j'ai choisi me conduit en différents endroits, où je reste parfois quelques heures, plus souvent des journées ou des semaines, il arrive un moment où je m'en vais. Aussi mes immersions sont-elles toujours de courte durée, je ne fais finalement que croiser des vies et, comme je dis souvent, rencontrer des gens, auxquels je demande ce que ma venue et les moments que nous avons pu partager ont bien pu apporter. C'est un autre trait de nos métiers, lorsque nous observons, décryptons, interrogeons et analysons, nous nous servons des gens sans pouvoir jamais leur garantir un retour quelconque ; en réalité, on est loin du donnant, donnant, qui me semble pourtant être la base du lien et des relations sociales. »* Elle est sociologue et ethnologue.

Les mondes de la drogue - Dominique Duprez, Michel Kokoreff (Odile Jacob, 2000)

Le problème de la drogue est omniprésent dans notre société. Dans tous les milieux sociaux confondus, le recours aux stupéfiants et les conduites addictives sont monnaie courante. Dans les quartiers populaires, la question des conduites à risques (consommation importante et banalisée du cannabis) pose problème mais aussi la place du trafic qui prolifère. Cette problématique est souvent identifiée comme source de beaucoup de maux et reste difficile à solutionner pour les intervenants. Ce livre analyse les multiples « *déterminants environnementaux* » qui peuvent mener à la consommation et au commerce de multiples produits illicites.
La condition sociale et les pratiques addictives accessibles sont des éléments facilitateurs pour rendre bon nombre de jeunes des quartiers toxicomanes et/ou dealeurs. Les usages dans les cités sont analysés ainsi que les parcours dans cette déviance. La réaction judiciaire est aussi décrite sur le plan de la prévention, de la pratique des acteurs sociaux qui interviennent autour de la lutte contre ces situations. Cet ouvrage se termine par le triste constat qu'une société sans drogues est difficilement envisageable et que ce sujet est d'autant plus inquiétant dans les zones où la misère sociale est plus forte. Il serait intéressant pour moi de consulter des productions plus récentes pour avoir une vision plus actualisée du problème. Ce sujet est très sensible. Depuis toujours, nous sommes démunis en tant qu'acteurs sociaux pour agir efficacement sur la prévention dans ce domaine. La volonté où la capacité du gouvernement à trouver des solutions est toujours débattue sur le terrain. Une réponse scientifique pourrait donner des pistes de réflexions et de travail au niveau local, au moins, s'il n'existe pas de stratégie globale pour en finir avec la drogue.

Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui – D. Lapeyronnie (Laffont, 2008)

Cet ouvrage, dont le titre n'est pas anodin, dresse une situation que je qualifierais « d'apocalyptique ». Le territoire décrit est « *mis à l'écart* ». L'enquête réalisée dans un quartier populaire sur plusieurs années est une analyse sur plusieurs dimensions de la vie quotidienne, dans un environnement « *relégué* ». Il confirme la posture revendicatrice que je perçois de son auteur et m'a apporté quelques connaissances pertinentes quant à la situation sensible des milieux sociaux défavorisés. Le concept et le terme de « ghetto » sont clairement définis de manière sociologique et l'auteur prend le parti d'utiliser ce terme de manière systématique. Ce mot peut susciter des débats contradictoires sur la pertinence de son utilisation ou pas. J'adhère bien au « camp » de ceux qui l'utilisent, cela depuis bon nombre d'années déjà et à plus forte raison depuis mon expérience récente en Seine-Saint-Denis. Ce livre présente une situation de « handicap social » vécue par les habitants du territoire observé. La précarité subie, l'exclusion, le renfermement, les fractures sociales et certaines déviances comportementales sont présentes et lourdes à supporter tout au long du livre. La souffrance dans les quartiers populaires est une réalité que je ne conteste pas. Le regard du sociologue montre aussi ce que le travailleur social ne voit pas toujours. Encore une fois je m'interroge sur une certaine forme de généralisation de la misère sociale qui pourrait faire de l'ombre à une vision plus positive et plus optimiste des réalités du terrain

2.2 Le sens de l'orientation

2.2.1 Comment aborder ce contexte dans une démarche scientifique ?

Il faut considérer en premier lieu mon profil pour comprendre ma démarche. Métis de parents au cultures totalement opposées, ayant vécu dans des environnements très disparates, artiste dans l'âme et d'une culture professionnelle conditionnée par vingt années d'Education Populaire auprès de publics assez hétérogènes, engagé dans un projet de recherche en sciences humaines et sociales, le concept de « *rhizome* » (Deleuze, Guattari, 1980) semble s'imposer à moi. Par ailleurs, la notion de « *bricolage* », développée par Claude Lévi-Strauss en 1962, qui caractérise une pratique scientifique construite dans l'hétérogénéité des méthodes et des situations vécues avec notamment une « *exploitation créative des ressources ou des matériaux existants* »[1] me convient bien.

Le sujet de ma recherche aussi contribue à cela. Comprendre le territoire de la Seine-Saint-Denis, les mutations qui s'y sont opérées au cours du XXème siècle avec surtout cette prolifération de quartiers populaires nécessite de se tourner vers le champ de l'Histoire et de la Géographie Sociale et Economique. La prise en charge institutionnelle de ces territoires dans le cadre de la politique de la ville nous renvoie aux Sciences Politiques. Il est question de populations avant tout donc le recours à la Sociologie est indispensable. La mixité culturelle qui les caractérise peuvent être expliquées au prisme de l'Histoire, de l'Ethnologie et de l'Anthropologie. Les particularités de ces territoires et les effets de la grande précarité sur les habitants entrent dans le cadre de la Psychologie Sociale. Ces jeunes aussi, touchés par un fort taux de chômage et des parcours scolaires limités, fortement exposés à la délinquance et à la violence, nous rappellent le besoin de consulter la Criminologie.
L'action des travailleurs sociaux et leur mission de prévention de la délinquance et de promotion du lien social, par le biais de la médiation ou dans le cadre de démarches-projets, relève de l'étude de la Sociologie de l'Emploi.

Différents auteurs et courants scientifiques, écoles de pensée, méthodologies de recherche, m'obligent à situer chaque thématique à sa place sur le plan de l'Epistémologie.

En résumé, savoir de quoi on parle n'est pas chose aisée et prend du temps. Se positionner lorsque l'on débute l'est encore moins. Comment identifier correctement les œuvres, disciplines, limites et besoins que l'on peut exprimer par rapport aux auteurs ? Sur le plan personnel des apports ou de la compréhension de leurs productions mais aussi dans une démarche critique de ces mêmes productions. Comment se les approprier dans une démarche de recherche mais surtout comment se les approprier dans une optique de professionnalisation ?

Le facteur manque de temps disponible et de moyens limités ont restreint mes possibilités d'approfondissement des sujets abordés. Aussi cette année fut pour moi une opportunité pour consolider ma base de culture théorique et progresser dans la formation pour acquérir les outils qui feront de moi un bon « *bricoleur* ».

[1] Meunier D., Lambotte F., Choukah S., « Du bricolage au rhizome : comment rendre compte de l'hétérogénéité de la pratique de recherche scientifique en sciences sociales ? », *Questions de communication* (31/08/2015), consulté le 24/04/2019 à : http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8480 ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8480

2.2.2 Comment mieux cibler mes objectifs de recherche ?

L'apprentissage n'exempt pas la pratique. Il est important d'expérimenter pour apprendre. Aborder cet exercice dans un but de production scientifique nécessite de poser les questionnements de base qui serviront à orienter cette recherche.

Au regard du territoire concerné, la Seine-Saint-Denis, ces trois villes et ces cinq quartiers prioritaires, je me retrouve dans l'environnement, selon moi, le plus adapté, le plus connecté aux questions que soulève la politique de la Ville. Il s'agit de comprendre la façon dont les moyens sont attribués pour réduire les inégalités et améliorer les conditions de vie de ces citoyens, les initiatives et leur impact sur le terrain.

- ***Comment se construit une action de prévention sur un terrain sensible ?***

L'ensemble des acteurs impliqués, que j'ai rencontré sur cette opération et dont j'ai pu analyser certaines pratiques, ainsi que le cadre original dans lequel ils sont intervenus m'ont permis d'observer une mise en application concrète des orientations par les travailleurs en charge de cette jeunesse.

- ***De quelle manière travaille-t-on en direction des groupes de jeunes ?***

Il s'agissait aussi de mettre le public ciblé au centre de ma recherche. Je tenais à étudier, initialement, ce phénomène des groupes de jeunes qui « occupent » l'espace public, la nuit. Cette formulation, au contact du terrain, m'a plutôt dérangé et j'ai préféré plutôt m'intéresser à ces jeunes qui « fréquentent » l'espace public. Cette deuxième façon de le dire est pour moi plus réaliste, moins alarmiste. On peut penser avec le premier terme à une forme de contrôle négatif et violent qui renvoie aux récentes époques sombres qu'a connu la France. Les canapés et autres mobiliers que l'on peut croiser dans les espaces fréquentés par les jeunes, indiquent qu'il s'agit plus souvent de « *salons* » que de postes avancés d'une armée d'occupation. C'est en réalité plus une démarche de socialisation que de constitution d'associations de malfaiteurs. Les réalités socioéconomiques, les pressions du quotidien mais aussi certaines tensions physiologiques liées à un passage à l'âge adulte pas toujours facile à vivre, peuvent amener quelques dérives et motiver des parcours de délinquance. Une phrase de Yazid Kherfi a résonné dans ma tête et j'y ai pleinement adhéré : *« Les problèmes de jeunes se sont avant tout des problèmes d'adultes. »*

- ***Que pensent ces jeunes de leurs situations et comment peuvent-ils participer activement à une amélioration de leurs conditions de vie ?***

La question de la responsabilité politique et des modes d'accompagnement m'est apparue essentielle à prendre en compte dans mes jugements. C'est donc observer ces jeunes et ces adultes qui travaillent en leur direction qui m'a plus inspiré dans un second temps. L'idée de réaliser une étude sur l'interaction entre ces deux entités est née. Son objectif étant d'encourager de meilleures pratiques professionnelles de la communauté éducative intervenant en terrains sensibles, de contribuer à favoriser de meilleurs rapports entre les habitants, de participer à promouvoir l'émancipation des jeunes et d'en faire un outil qui profite aux sciences humaines et sociales.

C'est en me basant sur ces questionnements que je formule la question de recherche suivante :

Comment les travailleurs de jeunesse prennent-ils en charge l'accompagnement en soirée des groupes de jeunes qui fréquentent les quartiers prioritaires de Seine-Saint-Denis ?

3/ Rues du 9-3

3.1 Mon parcours

3.1.1 Top départ

Yazid Kherfi, notre professeur en « *Connaissances des terrains sensibles* », nous a présenté durant un cours l'action menée par son association Médiation Nomade. Cela correspondait en tous points aux publics que je souhaitais étudier dans le cadre de mon stage pratique. Je lui ai transmis mon dossier de candidature, il m'a accepté dans sa structure et mis en contact avec son frère Lakdar, chef de projet, pour définir le cadre de mon intervention.

Nous nous sommes rencontrés au cours d'un entretien très détendu. Ce qu'il m'a proposé était complètement en accord avec mes attentes, nous nous sommes mis d'accord pour que j'intervienne en tant que stagiaire non rémunéré, sur une durée de 100 heures, du 22 octobre 2018 au 22 février 2019. Je n'ai ainsi pas eu de difficulté à trouver un stage en relation avec mon sujet de recherche et ce tuteur m'a directement mis en confiance par son accueil chaleureux et l'attribution de missions précises à réaliser durant cette période de formation. Des missions en lien direct avec mon projet.

Rôle

1/ Participer aux réunions de travail avec les partenaires
2/ Récupérer et ramener le camion de Médiation Nomade pour l'installer et encadrer les soirées
3/ Préparer le thé à la menthe

Compétences à acquérir ou à développer

1/ Appréhender les réalités sociales des quartiers populaires
2/ Intervenir dans le cadre du travail de partenariat avec l'ensemble des acteurs
3/ Mettre en place des opérations en concertation avec les diverses municipalités impliquées
4/ Participer activement à la mise en œuvre d'innovations sociales

Objectifs

1/ Se familiariser avec le travail au contact de jeunes au pied d'immeubles
2/ Participer à une initiative favorisant le lien social
3/ S'insérer dans une dynamique de travail en partenariat avec divers acteurs
4/ Réaliser des actions de prévention, d'éducation, de médiation et d'orientation auprès des jeunes

Activités

1/ Gestion du matériel de l'association (camion et mobilier)
2/ Installation et animation des espaces de convivialité
3/ Accueil des publics
4/ Mise en œuvre des objectifs de l'association
5/ Participer aux réunions de travail avec les partenaires

3.1.2 Le périple

Novembre 2018, découvertes

Les cours dispensés à l'université par Yazid Kherfi sur la prévention de la délinquance et la présentation de l'action de Médiation Nomade m'ont permis de bien saisir le contexte de mon stage pratique. La piste était balisée, je savais où j'allais. Cela a facilité mon intégration dans le projet et raccourci ma période d'adaptation.

Ce stage a débuté par trois réunions de travail sur les communes d'Aubervilliers, de Saint-Denis et de Stains. Dans chacune des réunions, le chef de projet, Lakdar Kherfi, a mené les échanges et présenté systématiquement et précisément la nature du projet.

La présence de nombreux professionnels issus de divers champs de l'action sociale (éducateurs, directeurs de structures, responsables de services, médiateurs, représentants de bailleurs sociaux, coordinateurs de CLSPD…) fut très enrichissante pour moi. Cela m'a permis d'entendre et d'observer leurs constats et perceptions des publics ciblés. Je me suis également retrouvé, situation nouvelle pour moi et très formatrice, en présence de délégués du Préfet, des directeurs de cabinets des Maires et d'élus locaux à chaque temps de travail. J'ai pu me rendre compte de leur engouement, de leur accessibilité et de leur disponibilité dans le cadre de cette action. Praticien du terrain, je n'aurais jamais imaginé m'asseoir un jour aux cotés de décisionnaires institutionnels éloignés de mon quotidien habituel.

Pour le cas de Saint-Denis, cette réunion fut le seul temps de travail en commun. Les propositions de quartiers par la Préfecture pour effectuer les soirées n'étant pas assez sécurisées, selon le cabinet du Maire et les Maires adjointes présentes, le projet a été reporté faute de compromis entre ces deux institutions. De grosses difficultés liées au trafic de drogue et aux violences, ainsi que l'absence d'engagement de la part des acteurs de terrain, ne permettaient pas de garantir un cadre de travail sécurisé pour l'association et donc de prendre la responsabilité pour la Mairie d'organiser ces événements.

Sur Aubervilliers et Stains, les réunions furent le théâtre d'échanges très enrichissants pour moi entre professionnels concernés et fins connaisseurs des réalités du terrain. J'ai pu prendre bon nombre de notes et identifier les acteurs avec lesquels j'allais travailler durant ce stage. Le confort des locaux, l'accueil chaleureux, et l'atmosphère détendue au sein de ces groupes de travail qui avaient déjà l'habitude de collaborer ont contribué à me mettre à l'aise. L'expérience et la culture des quartiers populaires partagées par l'ensemble y a participé aussi. J'ai été plutôt bien accueilli.

Les deux premières soirées sur les quartiers du clos Saint-Lazare et de la Villette/Quatre-Chemins m'ont quelque peu interpellé et laissé dans l'expectative quant à l'intérêt de cette action. Je suis resté en retrait pour essayer de comprendre les situations que je constatais. Une trop grande présence d'adultes autour du camion a eu pour effet de repousser les jeunes. Les échanges avec ces derniers ont donc été très limités. J'ai profité de quelques déambulations pour m'imprégner de l'atmosphère générale de ces quartiers et c'est à cette occasion que j'ai pu entrer en légers contacts avec quelques jeunes. Ces deux premières soirées seront évoquées plus amplement dans les analyses.

Décembre 2018, mise en route

Après cette phase de découverte et d'adaptation, j'ai pu me mettre plus à l'aise par le biais de mes échanges sur ces premières soirées avec Lakdar Kherfi, mon tuteur de stage. Toujours à l'écoute et dans le partage, il a bien éclairci mes remarques et questions. Mes responsabilités aussi allaient me permettre de vivre autrement le stage. C'était à moi de gérer le camion et la mise en place des soirées à partir de ce mois. J'apprenais aussi à faire le thé à la menthe. Mes rapports avec les jeunes et les acteurs présents se sont intensifiés. J'ai conçu et réalisé tous mes entretiens (enregistrés) avant les vacances. J'ai pu interviewer : deux acteurs associatifs de quartier, un délégué du préfet, une principale de collège (en réseau d'éducation prioritaire), un éducateur spécialisé, un jeune de 24 ans et un groupe de quatre jeunes de sa génération, dans le hall d'immeuble qu'ils fréquentent régulièrement.

Une météo plus clémente et une participation active de toutes les personnes présentes ont rendu ces soirées plus conformes à l'idée que je me faisais des Médiations Nomades. J'ai réalisé les trois dernières soirées sur la ville de Stains (une au Clos Saint-Lazare et deux sur le Moulin neuf) et la seconde et dernière sur le quartier Villette/Quatre-Chemins à Aubervilliers.

J'ai aussi participé aux deux réunions de lancement du projet sur la ville d'Aulnay-Sous-Bois, dans un contexte différent où les personnes mobilisées étaient majoritairement issues de la société civile, dans un centre social associatif. Une démarche moins institutionnalisée que dans les autres villes et tout aussi intéressante, au regard de l'extraordinaire implication des acteurs, bénévoles et volontaires dans ce cas précis.

Janvier 2019, vitesse de croisière

Le froid glacial. La reprise des cours difficile. La fatigue générée par une période de vacances en gestion de structure de loisirs pour adolescents et par la rédaction des devoirs à rendre pour cette fin de premier semestre (dont la note d'étape et un diagnostic territorial en co-écriture). J'ai repris la route pour le 93 dans un rythme assez calme. J'ai réalisé la dernière soirée sur Aubervilliers dans ce si étonnant et si original quartier de La Maladrerie et j'ai entamé les deux premières soirées sur la cité de l'Europe à Aulnay-Sous-Bois, en compagnie de cet impressionnant réseau d'habitants du quartier très dynamique. Nous avons commencé sur ce quartier par une troisième réunion de travail en amont de la soirée.

Février 2019, terminus tout le monde descend

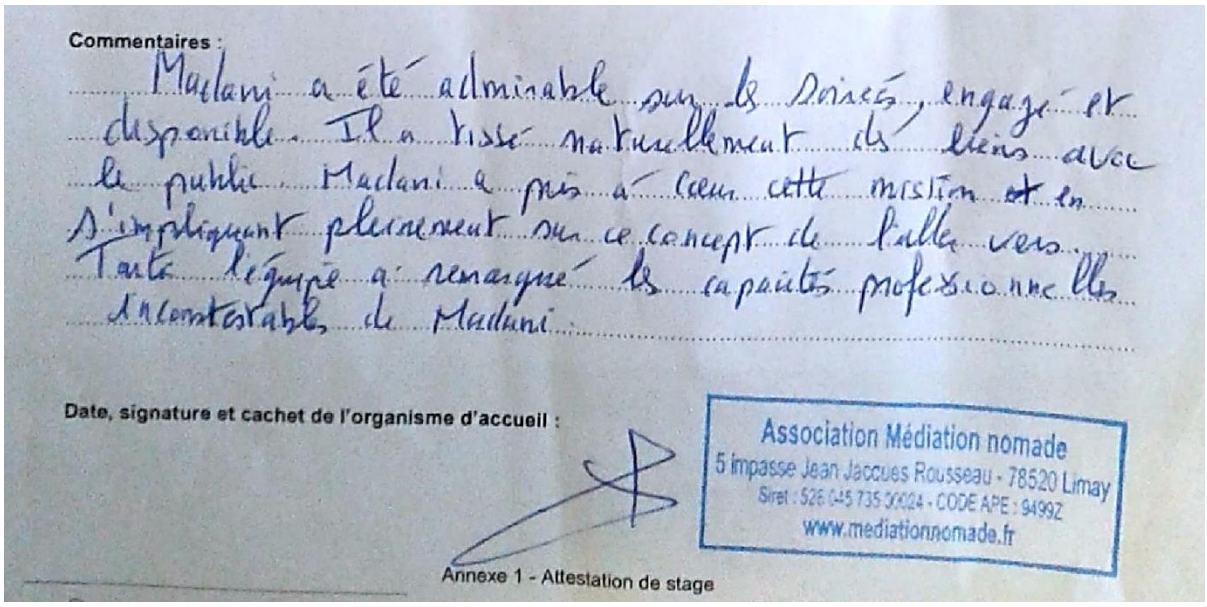
Après les deux dernières soirées sur le quartier de l'Europe, nous nous sommes retrouvés avec Yazid et Lakdar Kherfi pour participer aux deux réunions de bilan sur les villes d'Aubervilliers et de Stains. Nous avons pu échanger à trois sur les regards que je porte sur leur association et les idées qui me sont venues en tête durant ce stage. Les réunions furent très enrichissantes par rapport aux retours des partenaires impliqués dans l'action. Le vice-président de l'association, qui était venu à plusieurs reprises sur des soirées, nous a rejoint pour participer à la réunion avec la mairie de Stains.

3.1.4 Laisser des traces

La confiance et le crédit qui m'ont été accordés par mon tuteur, Lakdar Kherfi, ont été exceptionnels c'est un fait. Au-delà de tout ça, c'est sa prise en compte de mes remarques qui m'a impressionné. De nature assez directe, il peut m'arriver de formuler des critiques qui peuvent être parfois trop audacieuses. Je ne me suis pas censuré et il a fait preuve d'une compréhension exceptionnelle qui témoigne d'une certaine humilité très appréciable dans le monde professionnel.

Nos rapports ont été très cordiaux et j'ai pu participer de manière très active à ce stage, à la vie de l'association Médiation Nomade durant ces quatre mois. Je lui ai transmis l'ensemble de mes prises de notes et certaines analyses. Nous avons souvent échangé sur ce projet « nuits 93 » que nous avons vécu ensemble en réalité. Nous avons établi un contact et il est possible que nous soyons amenés à retravailler ensemble dans l'avenir. Il a pu se rendre compte de certaines de mes compétences capitalisables pour le développement de son projet associatif et j'ai rencontré une structure impliquée et reconnue dans mon secteur d'activité.

Il m'a offert des livres très utiles pour ma formation professionnelle et des souvenirs très utiles pour ma construction personnelle. Cette monographie lui sera transmise et il pourra aussi en tirer profit au besoin.



Commentaires :

Madani a été admirable sur les soirées, engagé et disponible. Il a tissé naturellement des liens avec le public. Madani a pris à cœur cette mission et en s'impliquant pleinement sur ce concept de "aller vers". Toute l'équipe a remarqué les capacités professionnelles incontestables de Madani.

Date, signature et cachet de l'organisme d'accueil :

Association Médiation nomade
5 impasse Jean Jacques Rousseau - 78520 Limay
Siret : 526 045 735 00024 - CODE APE : 9499Z
www.mediationnomade.fr

Annexe 1 - Attestation de stage

3.2 Ma sacoche à outils

3.2.1 Un observateur social

« L'observation sociale est un outil de connaissance des phénomènes sociaux : centrée sur la connaissance des populations et leurs comportements, elle s'étend à l'évaluation des dispositifs et des modes d'action. » « Elle se distingue de la sociologie par sa finalité pratique, et du management par ses priorités : fournir des connaissances qui aident à la décision et non proposer des solutions. »[1]

Je m'arrêterai au niveau de cette définition sur son extension vers « *l'évaluation des dispositifs et des modes d'action observables* » sur mon lieu de stage. En tant que « *bricoleur* » encore novice, je tacherai de « *fournir des connaissances qui aident à la décision* » et ne m'aventurerai pas à « *proposer des solutions* » ou encore à prétendre « *connaitre les populations* ». Je pense que cette activité nécessite un bagage théorique assez conséquent ainsi qu'une certaine méthodologie pour y parvenir. Nous avons bénéficié au premier semestre d'un cours assez intéressant sur les finalités et différentes postures d'observation[2] mais nous n'avions pas encore expérimenté la réalisation d'une grille d'observation au moment où mon stage s'est déroulé. Nous l'avions seulement abordée de manière théorique sans se confronter à l'outil. C'est donc une information qui s'est perdue entre tant d'autres et qui n'a pas été rafraichie par une quelconque révision ou exploration autonome de la question. Ce n'est qu'au mois de mars que j'ai pu concevoir et tester une première grille d'observation. Le terrain était alors loin derrière moi.

Je m'appuierai donc sur mes quelques notes et souvenirs de situations pour développer mes analyses. Elles me permettront d'argumenter ou d'illustrer certains de mes propos. La posture de « participation observante » que j'ai essayé d'adopter durant les soirées était au final un rêve pieux. Les différentes tâches que j'ai effectuées m'ont détourné de cette compétence à acquérir. Je n'ai pu être en situation « *d'observation directe* » et de prise de notes que durant les deux premières soirées où je me suis mis en retrait. C'est à partir de ces prises de notes que j'ai transmis mes remarques à mon tuteur. Durant quelques réunions j'ai pu observer quelques comportements et prendre des notes mais, encore une fois, sans grille ni question de recherche préétablies.

3.2.2 Entre échanges et entretiens

Les échanges informels ont été le cœur de mon intervention. Dans les quartiers populaires, la nuit, c'est l'activité phare à laquelle s'adonne tout le monde. Certains ont pu me marquer afin que j'en conserve des notes exploitables. Des cours sur la technique d'entretien nous ont été dispensés en même temps que mon entrée en stage, avec des méthodes actives. J'ai pu m'approprier l'outil aisément. Je me suis procuré un dictaphone et j'ai construit une série de questions pour les jeunes et une pour les acteurs impliqués. Je suis allé à la rencontre d'un groupe de jeunes du Clos saint-Lazare, durant la seconde soirée, pour leur présenter ma démarche et leur demander de réajuster ma série de questions, sur la forme et sur le fond. D'une série de 16 questions formulées par mes soins, avec ce que ça implique de « torture mentale », nous sommes arrivés à une série de 8 questions plus simples et plus adaptées, passées au crible de cette franchise et de cette spontanéité qui caractérise les jeunes des quartiers populaires. Ce travail m'a aussi inspiré pour établir un guide d'entretien simplifié en direction des adultes aussi. J'ai pu effectuer, enregistrer et retranscrire plusieurs entretiens intéressants.

---

[1] Hazfeld H., Spiegelstein J., 2000. *Méthodologie de l'observation sociale*. Paris : Dunod, p. 13.
[2] Brito O., (2018, octobre). *Cours théorique sur l'observation*. Université de Nanterre

3.2.3 Des réunions enrichissantes

Les réunions de travail où plusieurs partenaires se sont retrouvés m'ont permis de prendre des notes et d'observer certains comportements et interactions qui variaient en fonction des territoires et des interlocuteurs. A Aulnay-Sous-Bois, nous nous sommes retrouvés jusqu'à 22 personnes impliquées autour de la table. A Aubervilliers jusqu'à 16 personnes et 17 à Stains. Ces regroupements assez importants ont été très intéressant sur le plan des contenus de discussions, de la forme des rapports et des dynamiques de groupes.

Plusieurs comptes rendus ont été partagés dans les différents réseaux sociaux et ils sont une source d'informations pertinente. Cette communication en ligne et ses limites aussi peuvent être observées à partir de ma boite mail. Le nombre et la fréquence des échanges ainsi que le nombre de destinataires et leurs réactions ou non-réactions. Les présences, retards et absences aux réunions également sont des indicateurs interprétables.

Guide d'entretien jeunes

Après corrections (en rouge)
d'un groupe du Clos Saint-Lazare

1/ Ton âge ?
2/ Dans le quartier depuis ?
~~3/ A quel âge as-tu commencé à traîner ?~~
3/ Fréquente le quartier depuis quand ?
4/ Qu'est-ce qui t'a amené là ? ~~Pourquoi ?~~
~~5/ Vous êtes combien ? Tout le temps : De temps en temps :~~
~~6/ Y'a d'autres groupes dans le quartier ? Combien ?~~
~~7/ Tranche d'âge du groupe ?~~
~~8/ Vous êtes là de quelle heure à quelle heure ?~~
~~9/ Selon toi, pourquoi les adultes n'aiment pas vous voir traîner ?~~
~~10/~~ **5/ Quels sont vos soucis/difficultés ?**
~~11/ Quelles sont vos envies ?~~
~~12/~~ **6/ Quels sont vos besoins / envies ?**
~~13/~~ **7/ Comment les adultes (professionnels ou autres) peuvent vous aider ?**
~~14/ Comment faire pour que votre présence ici ne vous mette pas en difficultés ?~~
~~15/ Quelle serait la solution ?~~
~~16/ Comment les jeunes pourraient agir pour que leur situation (rencontres) ne soit plus un problème ?~~
8/ Qu'est-ce que, vous les jeunes, vous pouvez faire pour améliorer votre situation ?

Guide d'entretien adultes

1/ Votre rôle ?
2/ Votre regard sur les quartiers populaires ?
3/ Votre regard sur les jeunes qui fréquentent l'espace public ?
3/ Votre regard sur les dispositifs et modes d'accompagnement en leur direction ?
5/ Comment vous voyez l'avenir ?
6/ Votre regard sur cette opération « Nuits 93 » ?
7/ Quelles seraient vos attentes par rapport à des projets de ce type ?

3.3 Souvenirs de voyage

« Les « jeunes de banlieues » constituent une expression globalisante qui masque une multiplicité de situations et de parcours. Les notions de jeunesse et de quartier, mal définies, doivent se décliner au pluriel parce qu'elles renvoient d'une part à une population hétérogène, d'autre part à la grande diversité des quartiers concernés. Cependant, cette hétérogénéité ne doit pas non plus conduire à sous-estimer les traits communs. Nos observations et les enquêtes réalisées laissent apparaître des constantes remarquables et des logiques sociales souvent similaires. »[1]

Mes interventions sur trois villes et cinq quartiers distincts ont confirmé chez moi cette idée précitée qu'il existe des disparités en fonction des territoires. Je tacherai d'exposer celles-ci en essayant de mettre en avant aussi les similitudes observées. Ces similitudes n'auront peut-être qu'une valeur scientifique relative car la particularité de l'itinérance entre les différents quartiers ne permet pas de donner à l'observation le temps qu'elle nécessite. Je préfère considérer mon approche comme une « impression sociale » plus qu'une observation sociale.

3.3.1 Terres et peuples

« L'homme est toujours profondément marqué par la terre qu'il habite.
Toute sa personnalité est forgée à l'image de cette terre. »[2]

Le bled

Les deux premières images que l'on distingue, au premier regard, sont les humains et le paysage qui les entourent. Sur ces trois communes, je pense vraiment n'avoir vu que des personnes aux « origines lointaines » (Afrique, Asie, Caraïbes). Un responsable de service ayant grandi dans le département me dira à ce sujet : *« Quand on était petit, on était pas nombreux les arabes, et puis après les « blancs » ils sont partis. Aujourd'hui, à l'école, quand on entend qu'il y a un nom à consonnance française, on est étonné. Alors on se retourne et là, on voit que c'est un asiatique alors on comprend mieux. »*[3] Au cours d'un entretien avec un jeune du même quartier, ce dernier me dira : « *Admettons que y ait une personne qui vient, qui veut travailler avec les jeunes, et qui les connait pas très bien. Et qui connait pas leurs problèmes. On va dire une personne, on va dire un français qui va venir, il va pas être très crédible on va dire. »*[4] Cette fois-ci c'est le terme « *français* » qui est utilisé. Je n'ai pas demandé à ce jeune mais je pense bien qu'il doit probablement lui aussi être « *français* ». Un responsable d'association rajoute : *« Moi je trouve qu'il y a moins de français, dans le 93. Il y en a de moins en moins. Je pense que ça aussi ça ramène à une sphère. On dirait on se fait un deuxième continent. »*[5]

C'est quelque chose qui m'a marqué en découvrant la Seine-Saint-Denis. Effectivement, les personnes ayant des traits et des pigmentations de type caucasien sont quasi absentes du territoire. Les comportements, attitudes et autres étalages d'échoppes peuvent sensiblement rappeler ceux des villes du Maghreb. Les rues d'Aubervilliers, de Stains et des quartiers Nord d'Aulnay-Sous-Bois, ne donne pas le sentiment d'être en France. Du moins pas dans la France que nous connaissons pour ceux qui, comme moi, vivent dans d'autres départements d'Île-de-France moins « exotiques ».

---

[1] Avenel C., « Les adolescents et leur cité, dans les « quartiers » », *Enfances & Psy*, 2006/4 (n° 33), p. 124-139. Consulté le 25/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2006-4-page-124.htm
[2] Dayak M., Valentin L., (1999). *Je suis né avec du sable dans les yeux*. Paris, France : Fixot
[3] Propos recueilli durant un échange informel le 29/11/2018
[4] Propos recueilli en entretien le 20/12/2018
[5] Propos recueilli en entretien le 19/12/2018

Dans les blocs

J'ai souvent ressenti une agression visuelle et une oppression dans mon for intérieur en entrant dans certains quartiers populaires. Il arrive que les blocs de béton s'imposent à vous comme un poids émotionnel très fort, comme une pression assez lourde. Ce fut le cas lorsque je suis intervenu sur le quartier Villette/Quatre-Chemins. Ces grandes tours, très rapprochées, les unes sur les autres, peuvent donner le sentiment d'étouffement et d'enfermement. Dans un reportage visionné en cours, le grand frère de Yazid et Lakdar Kherfi, Madani, militant associatif lui aussi précise : « *A force d'être entouré de béton, bah, on bétonne ses idées.* [1]» Ce genre d'environnement m'est toujours apparu comme assez hostile. Il m'inspire systématiquement un profond respect pour les familles qui y vivent et leurs enfants qui n'ont connu que ce cadre de vie et qui se sont construit dans ces décors. C'est le « ghetto » social et c'est aussi le « ghetto » environnemental. Cités dortoirs. Les uns sur les autres. Le ciel obstrué par les immeubles. Un paysage figé et cloisonnant.

Aubervilliers est confrontée de longue date au logement insalubre. 85 % de la population vit en QPV. La Maladrerie, malgré son architecture originale et assez agréable à visiter, est dans un état de délabrement avancé. Je suis déjà intervenu dans des quartiers populaires de ce type, prouesses et fruits d'une imagination architecturale débordante des années 1960. Cette originalité d'une autre époque pose problème aux bailleurs pour les rénovations. Les formats de fenêtre, de revêtements, de parpaings ou autres matériaux de construction qu'on ne trouve plus sur le marché et qui nécessite d'être réalisés sur mesure sont très onéreux.

La ville de Stains a bénéficié des programmes de rénovation urbaine sur les deux quartiers visités. Les habitants, dont les jeunes, que j'ai rencontrés ont encore dans leur souvenirs l'image de ces quartiers enclavés et délabrés dans lesquelles ils ont grandi. Le « ghetto » environnemental semble être encore un sujet de revendication pour exprimer cette appartenance à un univers de misère, à une « zone ». « *C'est le ghetto ici frère, c'est le Clos ! Le Klossovo ! C'est la m…. !* »[2] Ce jeune doit avoir tout au plus 17 ans. Il a dû grandir dans les travaux et vivre dans l'ancien décor moins ouvert et moins attrayant. Ou alors évoque-t-il un « ghetto » social. Sur le Moulin Neuf, un jeune éprouvera le besoin de me dire : « *C'était pas comme ça avant le quartier. Va voir la vidéo[3] sur YouTube ! Y a tout le monde dedans. Toute la cité.* »[4]

La cité de l'Europe a été rénovée dans les années 2000. Elle m'est apparue plus agréable avec quelques petits bâtiments assez espacés dans l'ensemble. Je n'ai pas perçu chez les habitants de discours négatifs sur leurs conditions de vie. C'est celle où je suis resté quatre soirées à l'inverse des autres où je n'ai pas dépassé deux soirées sur un seul quartier. Un conflit a vu le jour, en 2016, entre les locataires et le bailleur. Une concertation sur des récentes orientations pour la rénovation n'a pas créé de consensus avec des habitants. La relation est complexe avec certains d'entre eux.

[1] Didier P., (1999). La caravane des quartiers. Consulté le 25/04/2019 à : https://www.youtube.com/watch?v=YZ9GnVQucGw
[2] Propos recueilli durant un échange informel le 27/11/2018
[3] 3F. (2004). La rénovation du quartier du Moulin Neuf. Consulté le 09/12/2018 à : https://www.youtube.com/watch?v=Flq4yeaF6K8
[4] Propos recueilli durant un échange informel le 07/12/2018

Espaces et attitudes

La configuration du quartier conditionne les phénomènes de regroupement. Dans les trois quartiers où les halls d'entrées sont peu spacieux, le Clos Saint-Lazare et le Moulin Neuf à Stains et la cité de l'Europe à Aulnay-Sous-Bois, les jeunes se retrouvent en petits groupes de cinq maximum, éparpillés sur le quartier, se réunissant par affinités peut-être. La voiture est aussi un espace de retrouvailles pour certains. Un outil de médiation nomade en quelque sorte. Elle facilite les déplacements.

Une logique des tranches d'âge est globalement respectée. Les grands dans leurs coins, les petits dans les leurs et les « autres » dans d'autres coins. Puisque l'on est soit « grand » ou soit « petit ». Ce sont des termes qui datent peut-être et sont moins utilisés. J'ai entendu récemment, à plusieurs endroits, les jeunes se catégoriser par années de naissance. « *Les 2000* ». « *C'est un 2004 lui* ».

Cette manière que nous avons en France de « stratifier » les générations m'a toujours interpellé. A la maternelle, à l'école, dans les centres de loisirs, dans les maisons de retraite au final. On se retrouve toujours entre personnes du même âge et j'ai le sentiment, avec cette nouvelle appellation des jeunes entre eux, que cette pratique s'est exacerbée avec les années.

Le comparatif avec certaines sociétés africaines, au Sahel par exemple, est intéressant. Il est courant de voir des personnes de générations totalement différentes passer de longs moments d'échanges ensemble. Un adolescent, une jeune femme, trois enfants et deux personnes âgées peuvent rester de longues heures à discuter de choses et d'autres. Le rapport avec l'intergénérationnel est tout autre. Ses vertus éducatives méritent d'être étudiées dans une démarche comparative.

Pour ce qui est de La Maladrerie à Aubervilliers, nous avons été, d'après les responsables de services municipaux[1], positionnés sur le point de « deal » principal du quartier. Au-delà de cette considération et d'une éventuelle « monopolisation » de l'espace public par des groupes de jeunes, j'ai été assez surpris et amusés par les groupes de jeunes présents ce soir-là autour de nous. Ils ne restaient pas en place. Toujours à aller et venir, partir et revenir, en groupes ou seuls. J'ai trouvé ce manège de jeunes intéressant et assez inhabituel. En marchant dans les dédales du quartier, je m'y suis imaginé enfant, courant dans tous les sens et jouant à d'interminables parties de cache-cache ou de chasse à l'homme plus grand. De « rodéos » en deux-roues (motorisé ou non) dans ces labyrinthes à l'adolescence. J'ai pensé que cet aménagement de l'espace aurait pu être une des explications de cette ultra-mobilité de ces jeunes. En parlant avec l'un d'entre eux de cela, il m'a répondu : « *Peut-être*[2] ».

Enfin le quartier Villette/Quatre-Chemin, récemment gratifié de l'honorifique titre de QRR. Quartier de Reconquête Républicaine. Aux grands mots les grands moyens. La république s'en va-t'en guerre… Sur ce quartier, il y a un assez grand hall d'entrée dans la tour face à une grande dalle. C'est un endroit propice pour se retrouver tous ensemble. Les 18-25 ans sont là. C'est leur local à défaut de se retrouver dans un autre lieu susceptible de les contenir. Ils sont une vingtaine. L'effet de groupe est plus marqué dans ce quartier. Un professionnel de la jeunesse me dira : « *Sur ce quartier y a que ce groupe qui s'approprie la nuit. » « C'est un lieu ouvert. Tu peux partir de partout. N'oublie pas que le travail* (NB : Le deal) *continue. Y a pas de répit. »*[3] On peut observer effectivement un va-et-vient incessant de personnes qui entrent et ressortent aussitôt du hall. Au vu et su de tous.

[1] Propos recueillis en réunion, le 27/02/2019
[2] Propos recueilli durant un échange informel le 08/01/2019
[3] Propos recueilli en entretien le 20/12/2018

Un professionnel me dira à ce sujet qu'il existe une volonté politique de ne pas trop « perturber » ce commerce illicite. Une façon de garantir une paix publique. Un dealer ne commettrait pas de vol avec agression et éloignerait ceux qui troublent l'ordre public et qui risquent d'attirer inutilement les forces de l'ordre. Cette économie favoriserait des mouvements d'argent dans les commerces du voisinage et enfin les substances consommées et vendues permettraient d'abrutir un peu la jeunesse pour amoindrir leurs aspirations revendicatives[1]. C'est un point de vue qui mérite d'être entendu mais aussi confirmé ou infirmé. Sur un autre quartier, un autre professionnel m'a tenu le même discours par rapport à une période de vols à l'arrachée révolue depuis que les jeunes se sont réorientés vers le « bizness ». [2]

Actes et paroles

Hormis sur le quartier de La Maladrerie à Aubervilliers, la consommation importante de cannabis est de mise sur tous les quartiers. Il y a cependant deux types de profils qui se distinguent chez les garçons. Ceux qui fument (attitude décontractée, en train de fumer ou de préparer un joint, le visage un peu « assombri ») et ceux qui ont une allure plus sportive (attitude dynamique, avec sacs de sport et en survêtements de clubs souvent, le visage plus « éclairé »).
Sur chaque quartier tous les jeunes ont été très accueillants et plus ou moins curieux de l'opération. Tous très sociables, même pour les quelques cas exceptionnels et rares de jeunes plus abimés par leur consommation conjointe de drogue et d'alcool. Sur tous les quartiers, nous avons pu bénéficier de leur aide dans l'installation et le rangement du matériel.

Durant les échanges informels, les discussions étaient tout à fait cordiales, ouvertes et je n'ai pas constaté de propos subversifs ni même déplacés. Le respect et la bonne ambiance ont été présents tout au long de ce stage. Les jeunes prennent du thé, font quelques parties des jeux installés autour du camion. Ils discutent entre eux et avec toutes les personnes présentes.

Pour entrer en contact avec ceux qui m'intéressaient davantage dans le cadre de ma recherche, les plus « difficiles », il fallait que je m'éloigne du camion pour aller à leur rencontre et éventuellement entendre une parole plus contestataire ou encore observer des formes de déviances. Je me suis éloigné. Je n'ai pas entendu ou constaté de choses qui sortent de l'ordinaire ou qui perturbent fondamentalement le sentiment d'insécurité.

Il y a certes ce problème de consommation de produits toxiques. Problème généralisé à une grande majorité de notre jeunesse (et de leurs ainés). Les bancs de l'Université de Nanterre ne sont pas si différents de ceux du Clos Saint-Lazare. A savoir lesquels exposent le plus cette pratique illégale, la question appelle l'enquête.

La dégradation de certaines parties communes n'est pas généralisée. Elle m'interroge plutôt sur les actions mises en place par les institutions pour limiter ces dégradations. J'ai tout de même été choqué par l'état d'un hall et de sa cage d'escalier dans un quartier. Les jeunes présents étaient dans un état de léthargie et ne trouvaient pas de réponses à nos questions. Ils n'ont pas pu expliquer les nuisances que générait leur fréquentation de cet immeuble. Bruit, saleté, odeurs, vitres brisées, tags à l'encre et au noir de fumée, vapeurs de cannabis, débarras… Un voisin me dira que les locataires de l'immeuble n'osent même plus s'exprimer pour éviter les « *conflits inutiles* »[3].

[1] Propos recueillis durant un échange informel le 29/11/2018
[2] Propos recueillis durant un échange informel le 03/12/2018
[3] Propos recueillis durant un échange informel le 07/12/2018

3.3.2 Adultes d'un soir

Aubervilliers

Réunions

Deux réunions ont été planifiées. Une pour le lancement de l'action et une pour son bilan. Des temps de régulation entre les soirées étaient prévus mais n'ont pas été maintenus. L'action s'est déroulée sur la commune sans réelle coordination ni communication entre les acteurs. La participation active de l'ensemble des personnes concernées durant ces deux réunions a permis le partage d'éléments de compréhension sur les caractéristiques du territoire et sur l'intérêt d'intervenir en soirée. Les acteurs ont pu apporter des critiques très intéressantes durant la réunion de bilan. Ils ont pointé quelques améliorations à apporter sur cette opération. L'absence d'une communication entre les quatre interventions, selon moi, a fait de cette réunion un espace de « défouloir » de remarques négatives. Cette action a permis à ces professionnels de se réunir autour de la thématique de l'accompagnement nocturne. Il semblerait que d'autres initiatives de ce genre soient prévues dans le cadre d'un « réseau jeunesse » en cours de construction, à l'intérieur duquel sera envisagée une commission de travail spécifique aux actions nocturnes. D'une ambition, clairement affichée en début d'opération par des responsables de service, d'organiser le forum départemental sur leur commune, la dernière réunion s'est soldée par une absence de positionnement concernant la suite à donner à ce projet. Un compte-rendu a été partagé suite à la première réunion.

Soirées

La mobilisation des acteurs a été constante sur les quatre soirées. Un second camion de la municipalité, l'Escale Santé qui propose des tests de dépistages du VIH instantanés et qui sensibilise les jeunes sur les conduites à risques, s'est installé à côté du camion de Médiation Nomade. Ce service a d'ailleurs proposé des animations auxquelles ont participé les jeunes. C'est donc un bivouac qui s'est tenu sur leurs lieux de rencontres. Le lien des professionnels présents avec les groupes de jeunes a favorisé une meilleure participation de ces derniers.

Une présence accrue d'adultes parfois a eu pour effet néfaste de séparer les publics. Les adultes entre eux d'un côté et les jeunes entre eux de l'autre. Le camion de la Médiation Nomade a attiré beaucoup de personnes qui semblaient venir pour voir l'action, ou pour parler entre eux, ou peut-être pour « découvrir les quartiers populaires, de nuit ». Un flash de mémoire m'a rappelé une scène du célèbre film « La haine », paru dans les années 1990. On y voit des touristes faire un tour dans un quartier populaire et les jeunes de réagir : *« Oh ! C'est pas Thoiry ici !!! ».*

Constat est fait qu'une présence massive d'adultes a pour conséquence directe de repousser les jeunes. Deux groupes peuvent passer une soirée ensemble sans réellement se mélanger. Quelques initiatives individuelles tout de même pour aller vers l'autre, de la part des adultes et des jeunes aussi. La présence de photographes a suscité chez moi beaucoup d'interrogations et je me suis projeté dans l'esprit des jeunes. Comment ont-ils perçu ce groupe d'adultes en train de prendre un thé juste devant leur lieu de rencontres, de se faire prendre en photo. La question de l'appropriation du territoire m'a traversé l'esprit et je me demande si certaines libertés prises par les adultes auraient été possibles sans la présence des acteurs du quartier, qui connaissent bien les jeunes. Le photographe a-t-il pris la peine de demander si les jeunes acceptaient d'être pris en photo ? Je ne l'ai pas vu les cadrer directement mais je les ai vus beaucoup en arrière-plan sur ses orientations d'objectifs. Nous étions face à un point de commerce illicite. Ce groupe est tout de même resté très correct et a pris cette présence comme une animation dans le quartier.

Stains

Réunions

Trois réunions ont eu lieu. Avant, pendant, après l'opération. De nombreux professionnels présents aux deux premières et fournissant bon nombre de connaissances sur les publics. Le projet arrivé de manière un peu instantanée et brute, il n'a pu être préparé par les acteurs, qui ne s'en sont pas réellement approprié. Deux professionnels me diront[1] : *« Et bien moi, je ne savais pas du tout de quoi il s'agissait quand j'ai débarqué, mardi. » « Ça s'est fait un petit peu au dernier moment on a démarré sur les chapeaux de roues pour différentes raisons. Néanmoins je trouve que c'est bien quand c'est pas bien préparé parce que ça montre plus la réalité aussi. Pour moi c'est plutôt un prétexte pour pouvoir mettre un certain nombre de personnes autour de la table. Montrer qu'on peut aller voir les jeunes aussi le soir. »*

Au final très peu d'acteurs se sont présentés sur la réunion de bilan. L'absence de personne décisionnaire et de la majorité des acteurs impliqués n'a pas permis au cours de ce temps d'établir un bilan global ni de se projeter sur l'avenir.

Soirées

Les élus et les professionnels ont participé activement à toutes les soirées sur les quartiers. Le Maire s'est déplacé en personne, à deux reprises, ainsi que la Préfète. Les services municipaux ont mis en œuvre tous les moyens pour permettre à ce projet de se dérouler dans des conditions confortables. Les adultes furent nombreux encore une fois et ce sont plutôt les jeunes qui se sont déplacés vers le camion. La culture de « l'aller-vers » n'est pas une chose innée pour tout le monde. Il se fait en deux temps je pense, « aller-vers » en s'installant sur le quartier puis « aller-vers » en s'éloignant du camion pour entrer en contact avec les jeunes dans leurs espaces de rencontres. Pour certains, c'est le premier temps qui a été compris dans l'objectif du projet et le second nécessite un accompagnement de l'adulte pour qu'il se dirige vers ce public parfois un peu « intimidant ».

« Je crois qu'il y a beaucoup de professionnels qui essaient de se remettre en cause. Par exemple, comment on fait pour mieux toucher les jeunes ? On passe souvent notre temps à se demander comment on fait. Et finalement on reste entre professionnels à se demander comment on fait. Et on va un peu moins voir les jeunes pour savoir aussi, concrètement. Quitte à se planter. Comment est-ce que, eux, voient les choses. Ce que je remarque quand même, c'est que -1- moi-même je suis parfois en train de m'autocensurer. Quand on a des jeunes qui sont dans les halls. Aller toquer. Dire « bonsoir, je me présente, je travaille pour l'état, qu'est-ce qu'on peut faire ensemble ? » Je m'autocensure parce que peut-être que je serais très bien reçu. Mais je me dis « voilà ». Ce que j'ai remarqué, à chaque fois que ça a pu se passer, un contact un peu plus direct. Ça se passe quand même régulièrement. C'est que ces jeunes me renvoient l'image qu'ils pensent que j'attendais. A savoir qu'ils croient que parce que je suis un acteur qui est physiquement autre, un peu « extérieur au quartier », il faut qu'ils me renvoient l'image de jeunes de quartier. Avec toute l'imagerie qui va avec. Une espèce d'armure en face de soi. Un jeune qui est dans son armure, qui joue son rôle. Y compris à faire un peu le lascar, à faire le « show », ce genre de choses. Et en fait le temps de « percer » ça. C'est des rapports de confiance. Pour moi ça se fait dans la dentelle. » « Moi je dirais à la base, quel que soit le métier qu'on peut faire en ayant un métier en contact avec les jeunes, si on a pas une certaine fibre à ce niveau-là, il faut aller voir ailleurs. Il faut que l'adulte prenne conscience d'aller voir ailleurs. »[2]

[1] Propos recueilli en entretien le 19/12/2018

[2] Propos recueillis en entretien le 19/12/2018

Aulnay-Sous-Bois

Réunions

Six réunions ont été organisées ! Sur le tas, avec les acteurs en prises de décision directes. La mobilisation a été ici très forte. Un réseau de plusieurs associations de bénévoles issus du quartier s'est réuni autour de l'initiative. Le centre social associatif paramunicipal du quartier a coordonné ces participants. Quasiment tous parents et « anciens », leur connaissance des situations, leur expérience et leur dynamisme ont donné à l'action un visage tout autre que sur les deux communes précédentes.

Chaque réunion fut l'occasion de proposer et d'entreprendre. La démarche volontaire est souvent plus participative que celle contrainte par des obligations professionnelles. Elle comporte aussi ses limites en termes de disponibilités des individus et des moyens financiers et matériaux mobilisables.

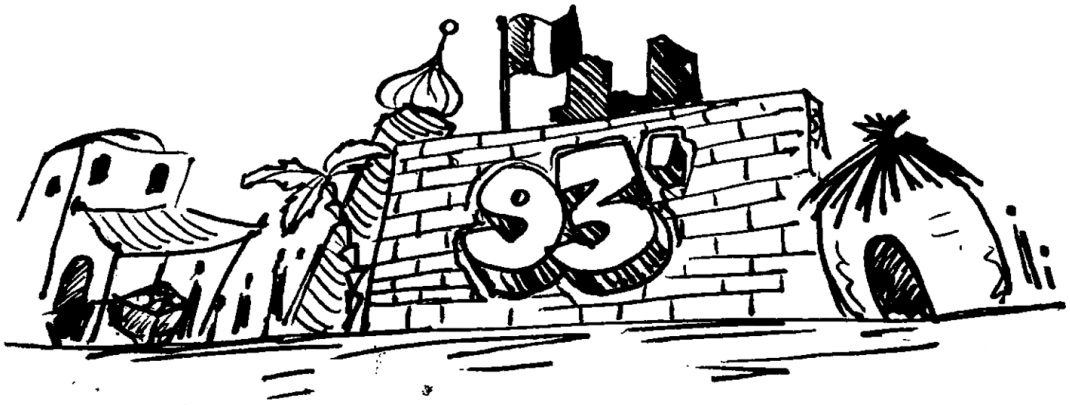
Le bilan a été très positif et ce réseau a proposé d'organiser une rencontre entre les trois groupes de travail des trois villes mais cette idée n'a pas été vraiment exploitée par les acteurs d'Aubervilliers et de Stains, eux aussi limités sur la question des disponibilités et des agendas respectifs. Des comptes rendus réguliers ont été transmis aux acteurs impliqués.

Soirées

Ces groupes de parents constitués en associations sont actifs depuis plusieurs années sur le quartier. Ils interviennent de manière régulière et sont constamment dans une démarche « d'aller-vers ». Pour cette opération, en partenariat avec la régie de quartier et le centre social, une grosse organisation a été développée pour offrir de succulents buffets à chaque soirée, pour communiquer auprès des familles et pour mobiliser les jeunes et voisins, de mettre à disposition une PlayStation avec un écran géant. Pour la première fois de ma vie, j'ai vu des jeunes jouer à la console sous la pluie… Tout le monde s'est retrouvé autour du camion durant les quatre soirées avec beaucoup de générations différentes, de débats, d'ambiance et de jeux. Les acteurs institutionnels (Coordinatrice CLSPD, directrice de la mission locale) ont été accueillis par les personnes du quartier et mises en relation avec les jeunes. C'est un quartier où il existe une longue tradition d'action militante et sociale. La contrainte observable sur ce territoire est le manque de moyens concrets pour répondre aux demandes des jeunes en termes d'insertion et de formation.

Une lecture de la situation

Je constate que nous avons là un public qui vit dans un environnement contraignant, qui peut avoir des pratiques déplacées et intimidantes, qui peut sembler parfois fuyant. Ne serait-il pas, en même temps, dans une phase de distanciation prolongée et d'accumulation de problématiques qui restreignent les projections ? Malgré tout cela, on peut observer que ce public reste toujours accessible dans les faits, ouvert et demandeur d'une relation qui lui permettrait de trouver des réponses à ses besoins. Face à ce public, nous avons des acteurs, adultes, compétents, connaisseurs des difficultés rencontrées par les jeunes et soucieux de les aider à se sentir plus à l'aise dans les quartiers. Ces acteurs peuvent se retrouver dans des espaces de concertation, quand leurs disponibilités respectives le permettent et quand ils trouvent des modes de communication et de coordination efficace pour mettre en place des initiatives efficaces et réussies. Ces initiatives se matérialisent par leur présence sur le terrain. A partir de là sont soulevées trois questions. Celles de la capacité à « aller-vers », de travailler en horaires décalés le soir puisque c'est cette tranche de temps qu'il s'agit d'exploiter comme un temps éducatif, puis enfin, et c'est le plus difficile il me semble, d'avoir entre les mains un éventail de réponses, concrètes, pour répondre aux attentes de ces jeunes.



4/ Quels liens entre les cartes et les images ?

Je remarque que certains sociologues peuvent décrire un monde selon leurs prismes personnels et influent de fait sur l'imaginaire collectif. Les quartiers populaires et leurs jeunes font alors peur. Dans une forme de « globalisation négative » fondée sur leurs perceptions, ces auteurs peuvent restreindre des situations, passer au travers de vérités susceptibles d'altérer certains jugements. Dans un processus de « catégorisation sociale » (Le Poultier, 1987), ils peuvent produire des textes culpabilisants pour les uns, effrayants pour les autres. *« Le ghetto est défini par un ensemble de stéréotypes, comme une sorte d'image en négatif d'une ville normale. Dans les propos, dans les discours, il se caractérise par toute une série de défauts et de manques. Il est non seulement le lieu de l'insécurité mais aussi le lieu de sa source : il est l'endroit où vit une population dépourvue d'autonomie puisque assistée (les cas sociaux) ; il est le lieu du chômage ; il est une zone de « non-droit ». »*[1]
« De fait, le « bizness » fait partie de la réputation du quartier mais il est aussi inscrit dans son fonctionnement. Pour ces jeunes, il est revendiqué comme une sorte de défi, de monde un peu dangereux que leur interlocuteur ne peut pas connaître véritablement. »[2]

Nous ne sommes jamais bien loin d'une « stéréotypisation » (Link et Phelan, 20011). Les jeunes vivraient dans un univers « criminogène » et claustrant. Certaines tournures de phrases et autres exploitations de « mots choc » peuvent participer à créer de la frustration. Les émotions sont alors sollicitées dans ces approches. L'écriture n'exerce sur elles que peu de contrôle et risque parfois de les emmener dans des phases de blocages. Les habitants des quartiers populaires, les jeunes, se retrouveraient dans des formes d'enfermements. Une principale de Collège REP me dira à propos des jeunes des quartiers populaires : *« Ils s'autocensurent de manière assez systématique. A savoir : Je ne veux pas quitter ma cité, mon quartier, ma ville. Je ne me donne pas le droit d'avoir de l'ambition. »* Un acteur associatif, « grand » de quartier, confirmera cette idée : *« Aujourd'hui je trouve que dans les quartiers, on manque d'ambition »* Un des jeunes appuiera en se centrant sur le ressenti des jeunes : *« La plupart des gens c'est l'échec scolaire. Le manque d'argent. Y en a beaucoup qui ont des capacités mais ils ont arrêté en route. Ils en avaient marre. Sentiment d'être délaissés, par la société, peut-être. On a l'impression qu'y a personne derrière. »*

Je parlerai ici d'un « blocage de contexte » où la causalité de ce manque d'espoir serait ce regard sur des situations qui rendent les des réussites sociales plus difficiles, bloquées. Un « blocage des réussites sociales ». Ces espoirs refoulés seraient le fruit d'une attente, d'un besoin, de cette jeunesse. Besoin d'une relation d'aide de la part de l'adulte impossible à réaliser. Les jeunes dans le hall me répondant à la question : « Comment les adultes pourraient vous aider ? » : *« 1 : Nous laisser de la place. 4 : Je sais pas wallah, pas les adultes. 3 : Personne peut nous aider. 1 : Nous laisser de la place. 3 : On peut nous faire passer le temps mais pas nous aider. 1 : On est en train de vieillir nous. 3 : Un piston. »*

---

[1] Lapeyronnie, D., (2008). *Ghetto urbain : Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris, France : Laffont, p. 150
[2] *Ibid.*

On peut percevoir une forme « d'espoir refoulé ». Ce désespoir peut trouver des explications dans un conflit de génération où les plus âgés seraient en « insécurité sociale, professionnelle et/ou politique », craignant cette jeunesse susceptible de leur faire perdre de leur confort, de leur pouvoir, de leur contrôle. Cette « perméabilité de contrôle » aurait pour conséquence de mettre ces jeunes dans des espaces de relégation sociale et politique. *« Dans l'esprit du plus grand nombre, ils sont perçus comme une classe dangereuse. Cette craint grandit lorsque le jeune décide de prendre place dans l'action citoyenne. La participation de la jeunesse, réclamée par l'adulte, doit être contenue dans certaines limites pour ne pas devenir une menace. Cette notion de « jeunesse dangereuse » est donc omniprésente dans l'esprit certains adultes qui ont du mal à « faire place ». »* [1]

Il ne s'agit pas de craintes non-fondées. Ils ont conscience que l'initiative peut ouvrir, briser, traverser des portes, des chaînes, des « plafonds de verre ». Cette initiative influe alors sur la société et la politique. A titre d'exemple assez intéressant, un éducateur me parlera d'une expérience vécue dans une commune du Val-de-Marne : *« J'ai parlé aussi avec les jeunes tout à l'heure. Du fait de se mettre en association. On va voir si on peut les accompagner. Peut-être si ils peuvent demander un local. Moi je l'ai fait là où je travaillais avant. Et après ils se sont même montés en parti politique (rires). Aux élections de la mairie, le Maire était dégouté. Tu sais comment c'est. Avec les partis, les appareils politiques. Ils ont fait « diviser pour mieux régner ». Ils ont fait 6%. 6% quand même ! Les jeunes ! C'est la première fois que le Maire n'a pas été élu au 1er tour. Il a fait la tête. »*

Le « pouvoir de nuisance » a un impact. Le « mal-perçu » peut renverser la donne et mettre en difficulté celui qui le percevait mal. Les peurs des adultes sont alors confirmées. Elles deviennent réalité. L'effet du « retour de bâton ».

Les mutations des sociétés sur le plan de la temporalité, de la chronologie, voient les populations passer d'un stade à l'autre, de générations en générations. Cela peut aller vers : des améliorations, des stagnations ou des régressions, des enfermements. Je parlerais ici de « transferts de contextes ». Concernant les quartiers populaires de France, on assiste progressivement, dans certains espaces si ce n'est la quasi-totalité, à une forme de « ghettoïsation raciale, ethnique, culturelle, de la pigmentation ». Les moins pauvres déserteraient les quartiers, les « français de souche » également. Trois âges sont ainsi détaillés : *« Depuis les années 1970, nous pouvons distinguer trois configurations successives : un monde désorganisé mais encore proche, des territoires requalifiés par les trafics et violences urbaines, un univers marqué par la fermeture et la sécession. Ces trois âges ont été illustrés par le cinéma français : Le Thé au Harem d'Archi Ahmed de Mehdi Charef (1984), La Haine de Mathieu Kassovitz (1995) et L'Esquive d'Abdellatif Kechiche (2002). »*[2]

[1] Bordes, V., Vulbeau, A., (2004). *L'alternative jeunesse*. Paris, France : Les éditions de L'atelier, p. 32
[2] Lapeyronnie D., Kokoreff M., (2013). *Refaire la cité : L'avenir des banlieues*. Paris, France : Seuil/République des idées,

Ces trois âges nous ont laissé sur le renfermement, l'entre-soi. Lakdar Kherfi, mon tuteur de stage illustre ceci : *« Moi dans mon quartier du Val-Fourré, qui était vraiment une preuve de diversité puisque mes copains étaient aussi bien, de souche française, comme des portugais. On avait aussi des laotiens etc. Moi mes copains d'enfance, je peux te citer Olivier, Patricia, Brigitte. Aujourd'hui tu demandes à mon fils de citer ses copains, il va te dire Mohamed, Mamadou. Et t'auras rarement des copains français, de souche française. Bon pour moi, c'est dommage. Je suis pessimiste parce que ça aide pas le vivre-ensemble. » « Un des facteurs qui me choque, quand je vais faire mes courses au Val-Fourré, au centre commercial. Bah les commerçants me parlent arabe. » « On va s'enfermer parce que, c'est l'entre soi. »*

Concernant la drogue et de manière plus élargie les phénomènes de « déviance » (Becker, 1963), on peut observer que les environnements deviennent vite des facteurs clefs pour la détermination des parcours de vie. Dans le positif comme dans le négatif. *« En raison de la place considérable tenue par les déterminants environnementaux, le terme de pratiques addictives est souhaitable. »* [1]

La consommation (et le trafic) de stupéfiants est une pratique qui résulte de facteurs sociaux et économiques, elle est omniprésente et présente une solution d'enrichissement pécunier pour les trafiquants et une échappatoire morale pour les consommateurs. Un jeune interviewé explique : *« Quoi qu'il arrive. Tu vas rester chez toi, tu vas regarder la télé, mais quand y aura plus d'argent, tu vas dire quoi ? Je suis obligé de retourner dans le hall hein. Même le fait de rester dans le hall, c'est pas un poids genre qui te tire. Si on avait fait de l'argent ailleurs par exemple, moi si j'avais de l'argent à Tremblay là. Je serais pas resté dans le hall tous les jours comme ça. Je serais venu, j'aurais fumé mon joint avec tout le monde, comme d'hab' tout ça tu vois, mais si ton argent il est ailleurs, en vrai de vrai frère, nous on vient pour se retrouver le maximum. »*

Les interactions enfin jouent un rôle essentiel dans les parcours de tout un chacun. Il est donc nécessaire de garder une forme d'humanisme dans le travail de jeunesse. Ces interactions sont plurielles et renvoient vers la notion d'altérité. Le « soi » se développe à partir de ces interactions (Cooley, 1902). Le « soi » avec « l'autre », le « soi » entre les « autres », le « soi » ave son « soi » je rajouterais. Comment ces relations influent-elles sur le bien-être de l'individu, du groupe ? De manière restreinte comme élargie. C'est une forme de « partage de l'humanisme » qui, une fois prise en compte, peut provoquer des situations très intéressantes. Le parcours de Yazid Kherfi illustre cette idée. Il devient un « être humain » comme les autres à partir du moment où on le considère comme les autres. Le champ des possibles s'ouvre alors à chacun. *« En étant délinquant, j'avais été moi-même, ça, je ne peux pas le nier. Mais là, tout en restant moi-même, je découvrais que je pouvais faire autre chose et être quelqu'un d'autre. Cette confiance que l'on m'accordait et ce respect dont j'étais l'objet, je ne les avais trouvés ni en famille ni dans la bande. Je n'avais pas l'intention de les gâcher. »*[2]

Un jeune confirme cette idée dans sa vision de l'accompagnement que doivent mettre en place les adultes : *« Déjà faut les connaitre. Faut avoir une relation de confiance avec eux. Les tirer vers le haut. En fonction de ça. S'adapter à eux et essayer de les orienter vers ce qui pourrait être mieux pour eux. »*

[1] Lapeyronnie D., Kokoreff M., (2000). *Les mondes de la drogue*. Paris, France : Odile Jacob, p. 10
[2] Kherfi Y., Le Goaziou V., (2013). *Repris de justesse*. Paris, France : La découverte, p. 100

L'histoire de la Seine-Saint-Denis est marquée par l'industrie, l'énergie, les mouvements populaires.

Ses quartiers pauvres ont accueilli des populations entières venues d'ailleurs.

L'Etat est sensible à l'amélioration de leurs conditions de vie.

La Politique de la Ville est en mutation et tend à se tourner de plus en plus vers les habitants.

Les municipalités sont concernées par les problématiques de leurs territoires.

Le monde associatif, en expansion, prend librement sa place dans l'organisation politique du pays.

Le secteur de la prévention, en attentes d'une nouvelle stratégie nationale permet l'initiative.

Les pratiques de médiation sociale se labellisent.

Des structures peuvent être prise en exemple.

Le temps de nuit peut devenir un temps éducatif à part entière.

Les projets doivent exister en s'adaptant aux contraintes des acteurs.

Il faut oser, agir, aller de l'avant.

Tout ceci doit se faire en conformité avec la science, tant que celle-ci se construit correctement, dans le but de former aux savoirs théoriques mais aussi aux compétences techniques, qui doivent se tendre la main pour garder un lien très fort avec les publics…

Je choisis volontairement de reprendre de manière factuelle le cheminement de cet ouvrage et de ne pas répondre à la question de recherche formulée. Je pense, au regard de mes limites sur le plan scientifique tant sur la maitrise du champ théorique que sur l'exploitation des outils de recherche que sont l'entretien, l'observation et les lectures, qu'il m'est impossible de formuler des hypothèses ou pistes de réponses.

Ce positionnement nécessite, je pense, de mieux structurer mon approche de la thématique et de me concentrer davantage sur les publics et travailleurs jeunesse qui les accompagnent. Cela ne peut se faire que dans le cadre d'une poursuite de cette étude.

Je préfère laisser la liberté au lecteur d'apporter les réponses que lui aura suggéré ce contenu. Et pour toute personne qui désire aller plus loin dans la réflexion, je préfère donner la parole à ce jeune de 23 ans, interviewé dans un hall avec ses amis :

« Repasse. Tous les jours on a des nouvelles idées.
Si quelqu'un il passe tous les jours, tous les jours il va repartir chargé.
Il aura que des nouvelles idées, il va mieux comprendre.
Faut être là tous les jours tu vois.
Si tu veux voir ce qui y a dans notre cerveau, faut être là tous les jours tu vois. »
(Jeune du hall)

5/ Que retenir de ce périple ?

"لَا يُسْتَطَاعُ الْعِلْمُ بِرَاحَةِ الْجِسْمِ"

La parole ci-dessus a résonné en moi durant toute la durée de ce travail de rédaction. C'est une sagesse souvent citée par les savants musulmans et rendue célèbre par l'imam Mouslim (821-875) dans son ouvrage de référence, « *L'authentique* ». Il l'a rapportée après une recherche très fastidieuse. Elle signifie approximativement : *« L'obtention du savoir n'est pas compatible avec le repos du corps. »*

Au-delà de ce ressenti, il y a ce voyage extraordinaire en Seine-Saint-Denis. Voyage culturel et aussi voyage professionnel. La découverte de l'association Médiation Nomade et de ses membres (actifs, fondateurs et militants). Leur accueil et l'accès qu'ils m'ont donné à un monde d'habitants et d'intervenants sociaux si élargi en si peu de temps. Elargi sur les caractéristiques par la diversité des profils, des pratiques et des rôles mais aussi élargi par le nombre. Je pense bien avoir été en contact avec une centaine de personnes, en situation professionnelle, sur ces quatre mois. J'ai appris à faire du thé aussi…

Mais le voyage le plus marquant reste le voyage intérieur. Celui que permet l'apprentissage, la formation, la quête du savoir. J'ai emmagasiné sur cette année une masse considérable d'informations que mon cerveau devra désormais maturer.

La méthodologie de recherches en Sciences Humaines et Sociales au premier plan. Il s'agit pour moi de m'approprier ces trois outils que sont les entretiens, l'observation et les lectures ciblées et appliquées. J'ai pu m'initier à ces disciplines cette année mais il me faut pratiquer davantage pour acquérir le statut de « bricoleur » cher à Claude Lévi-Strauss.

Cela implique de continuer en Master 2 en adoptant une stratégie d'acquisition des méthodes mieux organisée dans le temps, et cela dès le début d'année universitaire. Peut-être même dès le début des vacances d'été.

La thématique de recherche qui m'intéresse, à savoir mieux comprendre comment les acteurs interviennent en direction de ces groupes de jeunes, ces groupes qui fréquentent l'espace public des quartiers populaires le soir, pourrait être abordée dans le cadre d'une rédaction de mémoire. Il s'agirait pour moi d'analyser plus en profondeur chacune des parties abordées. Chose que je n'ai pas pu faire cette année. Faute de temps, faute de moyens, faute d'outils, faute d'expérience.

Reprendre les cours à l'Université est un objectif. Participer aussi, activement, aux temps de formation et, dans l'idéal, contribuer aux innovations qui lui seront bientôt incontournables en est un autre. Le temps nous le dira. Laissons le temps au temps…

Bibliographie

3F. (2004). La rénovation du quartier du Moulin Neuf. Consulté le 09/12/2018 à : https://www.youtube.com/watch?v=Flq4yeaF6K8

Avenel C., « Les adolescents et leur cité, dans les « quartiers » », *Enfances & Psy*, 2006/4 (n° 33), p. 124-139. Consulté le 25/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2006-4-page-124.htm

Associations.Gouv.Fr : https://www.associations.gouv.fr/les-associations-en-france.html

Besson J.C., (Octobre 2012), « La mécanique de la politique de la ville », *Journal officiel des banlieues*, Presse & Cité, Vol. 2, pp. 12-13

Bilan Opération « nuits 93 », Médiation Nomade (Février 2019), Consulté le 22/04/2019 à : http://www.mediationnomade.fr/wp-content/uploads/2019/03/Op%C3%A9ration-Nuits-93-r%C3%A9alis%C3%A9-au-27-f%C3%A9rvrier-2019.pdf

Bordes V., Vulbeau A., (2004). *L'alternative jeunesse*. Paris, France : Les éditions de L'atelier, p. 32

Brito O., (2018, octobre). *Cours théorique sur l'observation*. Université de Nanterre.

Carte du mode d'occupation de la seine-saint-Denis en 1900, Consulté le 19/04/2019 à : https://patrimoine.seinesaintdenis.fr/Carte-du-Mode-d-occupation-du-sol-de-la-Seine-Saint-Denis-en-1900-au-1-50000e-1026041

Castel R. (2006). La discrimination négative : Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 61e année (4), 777-808. Consulté le 22/04/2019 à : http ://www.cairn.info/revue-annales-2006-4-page-777.htm.

CGET Médiation sociale : https://www.cget.gouv.fr/mediation-sociale-adultes-relais

Chronologie de la Politique de la Ville : https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2001-3-page-15.htm

Cortéséro R., « Empowerment, travail de jeunesse et quartiers populaires : vers un nouveau paradigme ? », *Recherche sociale*, 2014/1 (N° 209), p. 46-61. Consulté le 08/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-recherche-sociale-2014-1-page-46.htm

Croizé J.C., (2009), *Politique et configuration du logement en France (1900-1980)*, texte présenté pour l'habilitation à diriger des recherches, Nanterre.

Dayak M., Valentin L., (1999). *Je suis né avec du sable dans les yeux*. Paris, France : Fixot

De Lépinay A., (2015), « Politique de la Ville : Historique et piètre bilan », consulté le 20/04/2019 à : http://www.education-populaire.fr/politique-ville-historique-pietre-bilan/

Delphi F., (1904), Outre-fortifs. Impressions de banlieue, Malot, Paris. Consulté le 19/04/2019 à : https://blog.paris-libris.com/delphi-fabrice-outre-fortifs-impressions-de-banlieue/

Démarche atlas des paysages en Seine-Saint-Denis, cycle 2012-2013, (CAUE 93) Conseil d'architecture, d'urbanisme, et de l'environnement de Seine Saint-Denis, consulté le 08/04/2019 à : http://www.caue93.fr/IMG/pdf/se_minaire_atlas_1_-2.pdf

Didier P., (1999). La caravane des quartiers. Consulté le 25/04/2019 à : https://www.youtube.com/watch?v=YZ9GnVQucGw

Dossier de présentation de l'opération « Nuits 93 ». Médiation Nomade (Octobre 2018)

Evolution taux de chômage ZUS : Consulté le 22/04/2019 à : https://www.alternatives-economiques.fr/evolution-taux-de-chomage-zones-urbaines-sensibles-zus-france-metropolitaine-0111201510165.html

Fourcaut A., (2002), « *Connaître l'histoire de la Seine-Saint-Denis pour comprendre la situation actuelle* », consulté le 08/04/2019 à : https://www.professionbanlieue.org/IMG/pdf/histoire_ssd_afourcaut.pdf

Hazfeld H., Spiegelstein J., 2000. *Méthodologie de l'observation sociale*. Paris : Dunod, p. 13

INSEE ANALYSES ILE-DE-FRANCE. En Île-de-France, la pauvreté s'est intensifiée dans les territoires déjà les plus exposés, N°76, Paru le 21/12/2017, Consulté le 19/04/2019 à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3291402

INSEE ANALYSES ILE-DE-FRANCE. Les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France, N°57, Paru le 17/03/2017, Consulté le 19/04/2019 à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2658852

Jouanneau H., (2019), « La prévention de la délinquance a besoin d'un lifting », Consulté le 23/04/2019 à : https://www.lagazettedescommunes.com/567669/la-prevention-de-la-delinquance-a-besoin-dun-lifting/

Jouanneau H., (2019), « Où est passée la prévention de la délinquance ? », Consulté le 23/04/2019 à : https://www.lagazettedescommunes.com/605506/ou-est-passee-la-prevention-de-la-delinquance/

Kherfi Y., (2018, novembre). *Cours théorique sur la prévention de la délinquance*. Université de Nanterre.

Kherfi Y., Le Goaziou V., (2013). *Repris de justesse*. Paris, France : La découverte, p. 100

Lapeyronnie D., (2008). *Ghetto urbain : Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris, France : Laffont, p.150

Lapeyronnie D., Kokoreff M., (2000). *Les mondes de la drogue*. Paris, France : Odile Jacob, p. 10

Lapeyronnie D., Kokoreff M., (2013). *Refaire la cité : L'avenir des banlieues*. Paris, France : Seuil / République des idées, p. 17

Le Moniteur, (14/12/2016). Stains : Une véritable renaissance pour la cité du Moulin-Neuf. Consulté le 23/04/2019 à : https://www.lemoniteur.fr/article/stains-une-veritable-renaissance-pour-la-cite-du-moulin-neuf.1271674

Mas S., (RAPPORT ANNUEL CGET – ONPV 2018) Emploi et développement économique dans les quartiers prioritaires : d'importantes difficultés subsistent mais un rééquilibrage semble à l'œuvre. Consulté le 21/04/2019 à : https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/ra_onpv_2018_synthese_-_mode_cahier.pdf

Meunier D., Lambotte F., Choukah S. : « Du bricolage au rhizome : comment rendre compte de l'hétérogénéité de la pratique de recherche scientifique en sciences sociales ? », *Questions de communication* (31/08/2015), consulté le 24/04/2019 à : http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8480

Perrot M., « Dans le Paris de la Belle Époque, les « Apaches », premières bandes de jeunes », *La lettre de l'enfance et de l'adolescence*, 2007/1 (n° 67), p. 71-78. Consulté le 19/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-lettre-de-l-enfance-et-de-l-adolescence-2007-1-page-71.htm

Profession Banlieue */ Centre de ressources de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis*

Rapport public, Cour des comptes 2012, « La politique de la ville. Une décennie de réformes », Paris, Cour des comptes. Consulté le 19/04/2019 à : https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000348.pdf

SIG Géographie interactive Politique de la Ville : https://sig.ville.gouv.fr/

Soutra H., (Juillet 2017), « Entretien avec Thomas Kirszbaum ; La politique de la ville devrait servir à interroger les institutions ». Consulté le 20/04/2019 à : https://www.lagazettedescommunes.com/242228/la-politique-de-la-ville-devrait-servir-a-interroger-les-institutions-thomas-kirszbaum-sociologue/

Tapia C., « La médiation : aspects théoriques et foisonnement de pratiques », *Connexions*, 2010/1 (n° 93), p. 11-22. Consulté le 23/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-connexions-2010-1-page-11.htm

Vroylandt T. (2015). Politique de la ville : Que nous révèle la qualité de vie ?. Savoir/Agir, 33(3), 103-111. Consulté le 20/04/2019 à : https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2015-3-page-103.htm

Glossaire

ACSÉ	Agence pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances
ANRU	Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
CDT	Contrats de Développement Territorial
CGET	Commissariat Général à l'Égalité des Territoires
CIPDR	Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation
CIV	Comité Interministériel des Villes
CLS	Contrat Local de Sécurité
CLSPD	Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
CLSPDR	Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation
CNDSQ	Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers
CNV	Conseil National des Villes
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
DATAR	Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale
DIV	Délégation Interministérielle à la Ville
DSQ	Développement Social des Quartiers
DSU	Dotation de Solidarité Urbaine
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
EPT	Établissement Public Territorial
FIPD	Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance
GPRU	Grand Projet de Renouvellement Urbain
GPV	Grands Projets de Ville
HBM	Habitations à Bon Marché
HLM	Habitations à Loyers Modérés
HVS	Habitat et Vie Sociale
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MGP	Métropole du Grand Paris
NPNRU	Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain
ONPV	Observatoire National de la Politique de la Ville
ONZUS	Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles
ORU	Opération de Renouvellement Urbain
PADOG	Plan d'Aménagement et D'Organisation Générale de la Région Parisienne
PCF	Parti Communiste Français
PNRU	Programme National de Rénovation Urbaine
PS	Parti Socialiste
QP	Quartier Prioritaire
QPV	Quartier Politique de la Ville
QRR	Quartiers de Reconquête Républicaine
RDL	Revenus Disponibles Localisés
RP	Recensement de la Population
SDAURP	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région de Paris
SG-CIV	Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes
SIG	Système d'Information Géographique
SRU	Loi Solidarité et Renouvellement Urbain
ZEP	Zone d'Éducation Prioritaire
ZFU	Zone Franche Urbaine
ZFU-TE	Zones Franches Urbaines - Territoires Entrepreneurs
ZRU	Zone de Redynamisation Urbaine
ZUS	Zone Urbaine Sensible

Madani DAYAK

Avril 2019